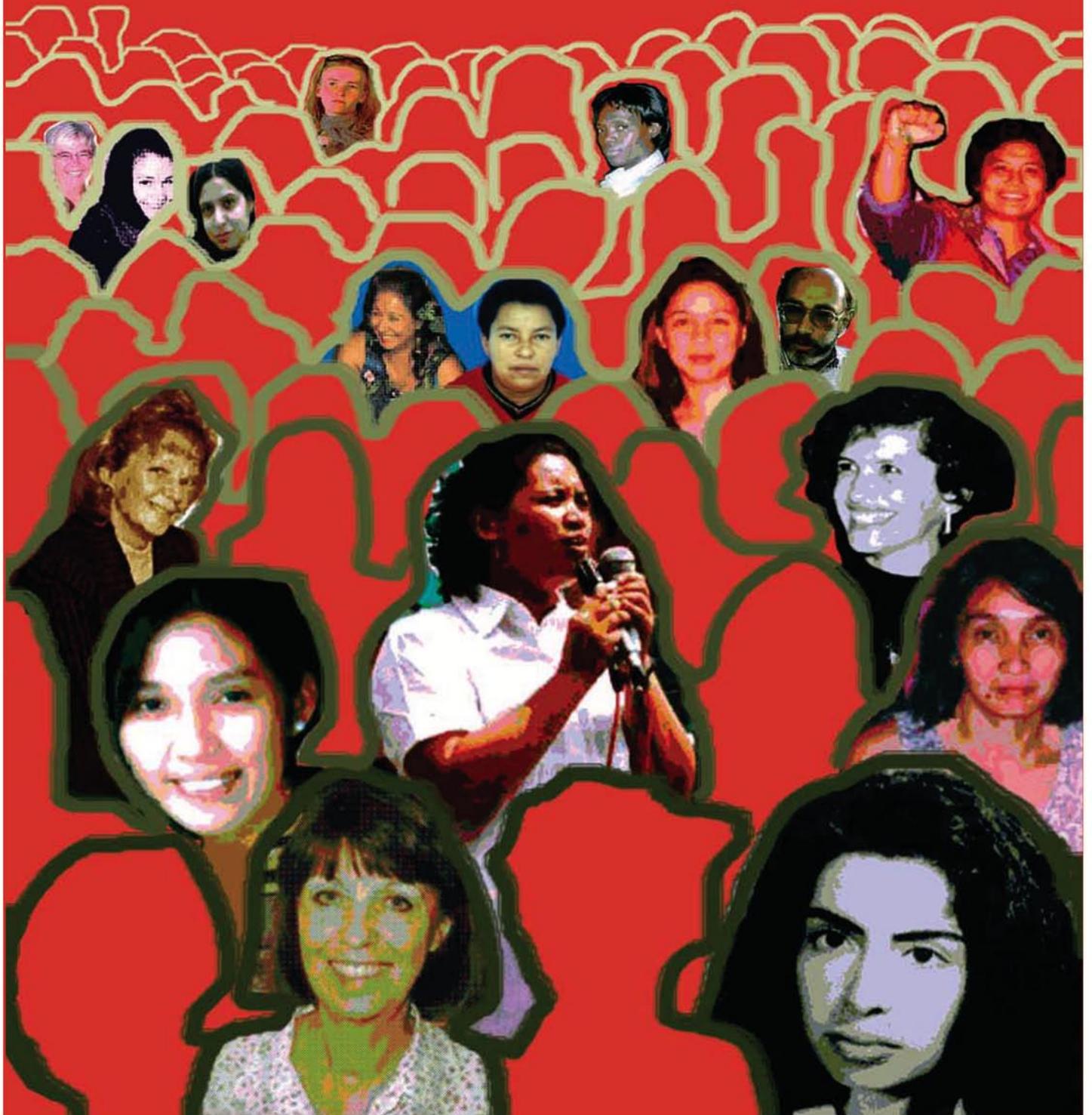


CAMPAGNE INTERNATIONALE SUR LES FEMMES DÉFENSEURES DES DROITS HUMAINS

RAPPORT D'ÉVALUATION



DEFENDIENDO
DEFENDING RIGHTS
DEFENDING WOMEN
DÉFENDRE LES FEMMES QUI DÉFENDENT LES DROITS HUMAINS

DEFENDIENDO
DEFENDING RIGHTS
DEFENDING WOMEN
DÉFENDRE LES FEMMES QUI DÉFENDENT LES DROITS HUMAINS

Rapport d'Evaluation de la Campagne International sur les Femmes
Défenseurs des Droits Humains (2005)

Rédaction: Mary Jane N. Real, Coordinatrice du Comité
International de Coordination de la Campagne sur les Femmes
Défenseurs des Droits Humains

Traduction : Malika Zouba

Edition: Andrew Anderson, Mariana Duarte, Ruki Fernando, Susana
Fried, Lisa Pusey, Cynthia Rothschild et Tzili Mor au nom du Comité
International de Coordination

Mise en Page: Michael Dougherty

Design de couverture: Estelle Cohenny-Vallier

La couverture est adaptée de l'affiche de la Campagne sur les
Femmes Défenseurs des Droits Humains. Elle montre les femmes
défenseurs des droits humains et les défenseurs des droits de
femmes assassinés comme conséquence de leur activisme

Avec le soutien de



Norwegian Development Aid

n(o)vib
OXFAM NETHERLANDS



Rapport d'Evaluation Campagne Internationale sur les Femmes Défenseurs des Droits Humains (2005)

Amnesty International (AI)

Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD)

Asian Forum for Human Rights and Development (Forum Asia)

Center for Women's Global Leadership (CWGL)

Front Line

Information Monitor (INFORM)

International Gay and Lesbian Human Rights Commission (IGLHRC)

Service International des Droits de l'Homme (ISHR)

ISIS-Women's International Cross-Cultural Exchange (ISIS-WICCE)

Comité pour la Défense des Droits des Femmes en Amérique Latine et Caraïbes (CLADEM)

Femmes sous Lois Musulmanes (WLUML)

Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT)

Table de Matières

Sommaire Exécutif	1
Historique	4
Un : La Conférence	6
Deux : La Campagne	12
Trois : Actions de Suivi	27
Annexe 1 : Synthèse des évaluations des participantes	30
Annexe 2 : Revue de presse sur les femmes défenseurs des droits humains	32
Annexe 3 : Le Comité International de Coordination de la Campagne sur les Femmes Défenseurs des Droits Humains	35

Sommaire Exécutif

Le présent rapport évalue les activités et les résultats de la campagne internationale sur les femmes défenseurs des droits humains. Il reprend les résultats de la conférence internationale, principal événement de la campagne et l'impact des différentes activités menées par le Comité international de coordination des défenseurs des droits humains (CICDDH). Il rend compte également des commentaires des membres du CICDDH et des participantes quant à la coordination, la logistique et au mode de fonctionnement mis en œuvre pour la campagne.

Le CICDDH définit "les femmes défenseurs des droits humains" comme des femmes agissant pour la défense des droits humains qui sont ciblées pour ce qu'elles sont, ainsi que celles agissant pour la défense des droits des femmes qui sont ciblées pour ce qu'elles font. Autrement dit, le terme s'applique aux activistes des droits humains qui sont des femmes, ainsi qu'à un large éventail d'autres activistes de toute orientation sexuelle qui défendent également les droits des femmes. Dans le présent rapport, le terme "femmes défenseurs des droits humains" recouvre ces deux types d'activistes des droits humains.

Nous avons délibérément choisi de focaliser sur les femmes défenseurs des droits humains. La campagne avait pour but d'identifier et de faire connaître les violences et abus basés sur le genre commis à l'encontre des femmes défenseurs des droits humains ainsi que de développer des stratégies plus appropriées intégrant la dimension genre et propres à assurer leur protection. Cette campagne devait accorder une reconnaissance méritée et une légitimité au travail des femmes défenseurs des droits humains et à leur contribution significative à la promotion des droits de l'Homme.

Comme le montre le texte sur la contextualisation de la campagne élaboré par le CICDDH, la campagne a dégagé quatre appels fondamentaux. Elle appelle à la reconnaissance des femmes défenseurs des droits humains. Elle appelle à la résistance à la violence de l'État à travers une protestation mondiale contre la pénalisation de la défense des droits humains et de l'opposition politique. Elle appelle également à reconnaître la responsabilité des différents acteurs non étatiques dont beaucoup se sont approprié le langage des droits humains ce qui a facilité leurs violations des droits des femmes en toute impunité. Enfin, l'appel à l'accès universel à tous les droits humains au cours de la campagne a contribué aux efforts internationaux visant à intégrer les questions de droits sexuels, les préoccupations des lesbiennes, des gays, des bisexuels et des transgenres (LBGT) dans le programme des droits humains.

La conférence internationale sur les femmes défenseurs des droits humains tenue du 29 novembre au 2 décembre à Colombo, Sri Lanka est la première du genre. Grâce aux efforts conjoints des féministes et des organisations des droits humains, des femmes défenseurs des droits humains venant de différents horizons et du monde entier ont pu se rencontrer. Elle a vu la participation de la Représentante Spéciale de l'ONU pour les défenseurs des droits humains, le Rapporteur Spécial de l'Onu pour le Logement, le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, l'ex-Rapporteuse de l'ONU sur les violences faites aux femmes et présidente de la Commission Sri Lankaise des droits de l'Homme, ainsi que la Première Dame du Sri Lanka. Cette conférence a également suscité l'intérêt du public et des médias locaux et internationaux.

Comme l'ont affirmé les participantes, la conférence a permis d'aboutir à une plate-forme internationale pour la reconnaissance de leur travail, et à créer un espace pour évoquer en toute sécurité les violations et les abus dont elles font l'objet en tant que femmes défenseurs des droits humains. Elle a permis de s'intéresser au bien-être des femmes défenseurs comme partie intégrante de leurs propres droits humains et à la prévention des abus dont elles sont victimes. La présentation en plénière et l'atelier sur la santé mentale ont été particulièrement bien accueillis. Des participantes ont demandé plus d'outils et de formation dans ce domaine.

La campagne a été également un moment de mobilisation pour les participantes qui ont pu développer leurs propres stratégies pour assurer leur sécurité personnelle. L'une de ces stratégies consiste en la formation de réseaux locaux et régionaux de solidarité susceptibles de soutenir les femmes défenseurs en danger. Les participantes des ex-républiques soviétiques ont créé une Coalition internationale des droits humains, un réseau de militantes des droits humains focalisant sur les femmes défenseurs des droits humains. Des informations et des actions-alertes concernant des femmes défenseurs des droits humains dans la région ont commencé à nous parvenir.

La campagne a permis également d'élaborer des outils précieux sur les femmes défenseurs des droits humains. Le texte sur la contextualisation présenté par le CICDDH reprend les quatre appels de la campagne et donne une vision complète des considérations politiques qui ont mené à cette initiative. Cette contribution, ainsi que d'autres matériaux sur les femmes défenseurs des droits humains sont disponibles sur le site web de la campagne (www.defendingwomen-defendingrights.org). Les actes de la conférence

ont été édités et un ouvrage reprenant les interventions sera également publié. Ces publications constituent la première compilation complète d'articles et de rapports sur les femmes défenseurs des droits humains. Deux vidéos produites par le CICDDH vont être utilisées comme outils de formation et pour expliquer le concept de femmes défenseurs des droits humains.

La campagne a facilité et soutenu des actions-alertes pour venir en aide des femmes défenseurs des droits humains en danger. Des organisations membres du CICDDH ont répondu à ces appels. La libération de prison de Juana Calfunao, qui avait d'ailleurs participé à la conférence, a été un grand succès. Elle avait été blessée par balle avant d'être arrêtée pour son militantisme en faveur des droits de la terre des autochtones au Chili.

Dans leurs recommandations, les participantes à la conférence ont souligné qu'il était extrêmement important d'avoir un système de confection de dossiers sur les violences et les abus dont les activistes sont victimes afin de développer des mécanismes de protection qui répondent au mieux à leurs besoins. INFORM et d'autres membres du CICDDH se sont engagés à mettre au point un manuel de confection de dossiers comme action de suivi de la conférence. Ce manuel aide à enregistrer systématiquement les cas d'atteintes aux droits des femmes défenseurs des droits humains qui ne sont pas recensés par ailleurs dans les systèmes classiques de collecte d'informations.

Selon un membre du CICDDH : "l'engagement et les échanges pendant la campagne ont été extrêmement bénéfiques et vont nourrir notre travail actuel sur les femmes défenseurs des droits humains". La campagne a réussi à créer une synergie conceptuelle et des alliances

stratégiques entre les féministes et les organisations de droits humains qui composent le CICDDH. Beaucoup de participantes ont estimé que les débats sur les femmes défenseurs des droits humains avaient permis “des changements de points de vue” ou de “paradigmes” qui leur font appréhender leur travail de manière différente. Les discussions approfondies sur l’orientation sexuelle qui est à l’origine de beaucoup de violences ont permis une nouvelle compréhension des violations des droits humains et a permis l’intégration des questions de droits sexuels dans les préoccupations des féministes et des organisations des droits humains membres du comité. “Campagne attentive” indique un changement dans la stratégie de plaidoyer des membres.

La campagne a fait beaucoup de chemin depuis la première réunion tenue à Genève, Suisse en avril 2004. Composé de neuf membres lors de cette réunion, le comité a été élargi à d’autres organisations afin d’atteindre un équilibre entre les organisations féministes et celles de défense des droits humains. Une coordinatrice a été recrutée tandis que le Forum Asie Pacifique sur Femmes, Droit et Développement a abrité le Secrétariat. Selon les membres du comité, le recrutement d’une coordinatrice travaillant à plein temps sur la campagne et la mise sur pied du comité international avec un objectif spécifique, ont été positifs. L’engagement et la bonne volonté des membres du comité et du personnel ont rendu cette initiative possible malgré les moyens limités.

La campagne a donné lieu à plusieurs actions concrètes de suivi. Les membres du CICDDH ont estimé que le comité devait être dissous une fois les rapports finaux achevés car il a accompli sa mission. En remplacement d’une campagne coordonnée de manière centralisée, les membres du CICDDH prennent désormais des initiatives par

eux-mêmes pour engager des partenariats avec d’autres membres ou de nouvelles organisations s’intéressant à ce travail. Comme proposé par les participantes à la conférence, l’une des opportunités de collaboration future est l’adoption du 29 Novembre comme journée internationale des défenseuses des droits humains.

Mary Jane N. Real

Coordinatrice

Campagne International sur les Femmes
Défenseurs des Droits Humains

c/o Asia Pacific Forum on Women,

Law and Development

189/3 Changklan Road, Amphoe Muang

Chiangmai, Thaïlande 50101

Tel : 66 1 4864436

Fax : 66 53 280847

Email : whrd@apwld.org

www.defendingwomen-defendingrights.org

Historique

Le présent rapport est une évaluation de la Campagne Internationale sur les Femmes Défenseurs des Droits Humains et de la conférence internationale des femmes défenseurs des droits humains tenue du 29 Novembre au 2 Décembre 2005. Il reprend également les discussions sur les actions de suivi proposées par les participantes à la conférence et les membres du CICDDH.

Le CICDDH a organisé la campagne et la conférence. Il est composé des membres suivants : Amnesty International (AI) ; Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD) Forum Asie Pacifique sur Femmes, Droit et Développement ; Asian Forum for Human Rights and Development (Forum Asia) Forum Asiatique pour les Droits Humains et le Développement ; Center for Women's Global Leadership (CWGL) Centre pour l'Habilitation Globale des Femmes ; Front Line, Ligne de Front ; Information Monitor (INFORM) Pour l'Information ; International Gay and Lesbian Human Rights Commission (IGLHRC) Commission Internationale des Droits Humains des Lesbiennes et des Gays ; International Service for Human Rights (ISHR) Service International des Droits Humains ; ISIS-Women's International Cross-Cultural Exchange (ISIS-WICCE) Femmes pour les Echanges Internationaux Transculturels ; Latin American and Caribbean Committee for the Defense of Women's Rights (CLADEM) Comité de Défense des Droits des Femmes d'Amérique Latine et des Caraïbes ; Women Living Under Muslim Laws (WLUML) Femmes Sous Lois Musulmanes, World Organisation against Torture (OMCT) Organisation Mondiale contre la Torture ; Indai Sajor et Mary Jane N. Real.

Les propos et réflexions figurant dans le présent rapport proviennent d'une réunion d'évaluation tenue le 3 décembre 2005, immédiatement après la conférence, par les membres du CICDDH. La réunion a été modérée par Vahida Nainar qui jouit d'une grande expérience dans l'évaluation et qui a suivi cette initiative. Au cours de cette réunion, chaque membre du CICDDH a rempli une fiche d'évaluation de la conférence et de la campagne. Les réponses figurent dans le présent rapport. Vous y trouverez également les réponses des participantes élaborées à partir des évaluations écrites collectées à la fin de la conférence (voir Annexe 1). Des réflexions ont été également puisées dans les comptes-rendus des réunions antérieures du CICDDH consacrées au suivi et au rapport sur la campagne. Une équipe d'évaluation et de direction de la campagne a été créée au sein du CICDDH avec à sa tête les représentants de l'OMCT.

Le plan et la méthodologie d'évaluation et de direction sont simples. Les objectifs, les principaux buts et résultats ont été identifiés au démarrage de la campagne. Les membres du CICDDH, des participantes et d'autres intervenantes ont apprécié si les objectifs et les résultats fixés avaient été atteints. Leurs conclusions sont contenues dans le présent rapport. Leur appréciation de l'impact de la campagne y figure également. Si certains résultats ont été, dans une certaine mesure, atteints, d'autres espérés requièrent plus qu'une année de mise en œuvre pour se concrétiser.

Le rapport se compose de trois parties : la première focalise sur l'évaluation de la conférence par rapport à la réalisation des objectifs, évalue le mode de fonctionnement et la logistique et liste les résultats. La seconde est une évaluation

de l'ensemble de la campagne. Elle inclut une appréciation des différentes activités entreprises par le CICDDH et ses membres afin de réaliser les objectifs ; la composition du CICDDH, la coordination et le mode de fonctionnement ainsi qu'une évaluation de l'impact de l'initiative. La dernière section est consacrée aux actions de suivi recommandées par les participantes et par le CICDDH.

Les annexes comportent un résumé des réponses des participantes au questionnaire d'évaluation distribué à la fin de la conférence, une revue de presse sur les femmes défenseurs des droits humains ainsi qu'une présentation des membres du CICDDH.

Un : La conférence

Objectifs

En tant qu'événement central, la conférence avait les mêmes objectifs que la campagne.

- **Promouvoir la reconnaissance et la visibilité des femmes défenseurs des droits humains luttant pour les droits des femmes et d'autres droits humains;**

Cet objectif a été atteint par l'organisation d'une conférence internationale sur les femmes défenseurs des droits humains, la première du genre regroupant plus de 200 participantes et invitées venant de 75 pays. Des personnalités locales étaient également présentes. Les Rapporteurs spéciaux des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, sur le Logement et la Représentante spéciale pour les défenseurs des droits humains ont pris la parole lors de la session plénière.

Cela a permis une visibilité plus grande des femmes défenseurs des droits humains, en tant que catégorie de militants des droits humains, auprès des représentants de l'Onu, des membres du gouvernement national, des dirigeantes d'organisations féministes et de celles de défense des droits de l'Homme ainsi qu'auprès d'autres militantes participant à la conférence. La conférence a donné une dimension internationale aux femmes défenseurs des droits humains en reconnaissant leur contribution à la promotion de ces droits et en exposant les violences spécifiques et les abus liés au genre auxquels elles font face dans leur travail. En plus du débat sur les risques et les responsabilités, certaines participantes admettent que pour la première fois elles avaient pris conscience qu'elles aussi avaient des droits et qu'elles pouvaient demander réparation pour tout abus subi.

Des conférences de presse ont été également organisées pendant la conférence. Elles ont eu pour résultat une couverture médiatique locale et internationale de l'événement, ont rendu visibles les problèmes des femmes défenseurs des droits humains et notamment celles qui courent des risques (voir Annexe 2). Des banderoles et des affiches ont été également réalisées et déployées dans les espaces publics de Colombo. Cela a eu pour résultat un intérêt considérable localement et particulièrement parmi les étudiants, les universitaires et les Ong demandant à participer à l'événement. La conférence a été transmise en direct sur Internet par Andrea Alvarado Vargas, Radio Internacional feminista/FIRE. Un lien peut être obtenu par le site web des femmes défenseurs des droits humains (www.defendingwomen-defendingrights.org).

- **Développer des stratégies pour protéger les femmes défenseurs des droits humains conformément à la Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'Homme et d'autres instruments et mécanismes internationaux ;**

Une session plénière consacrée précisément aux mécanismes onusiens et gouvernementaux pour protéger les femmes défenseurs des droits humains a été intégrée au programme. Cela a amené de nombreuses participantes à confirmer dans leur évaluation qu'elles avaient "une meilleure compréhension des mécanismes internationaux des droits humains" pour leur protection. Comme action de suivi, elles ont demandé la traduction en plusieurs langues de la Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'Homme.

Les mécanismes des Nations unies et des gouvernements ne couvrent pas l'ensemble des besoins de protection des femmes défenseurs des droits humains. Beaucoup de stratégies de protection ont été mises au point par les militantes elles-mêmes. Elles ont été débattues en plénière sur la base des expériences des réseaux et des Ong venant en aide aux femmes défenseurs des droits humains et particulièrement celles qui sont en danger. Il y a eu plusieurs ateliers consacrés à l'identification des stratégies pour la prévention des violences et la protection des femmes défenseurs des droits humains. La création et le renforcement des réseaux locaux ou régionaux pour protéger les femmes défenseurs des droits humains ont fait partie des recommandations essentielles des participantes.

Une participante, Leyla Yunus d'Azerbaïdjan, s'est engagée pendant la conférence pour que les participantes des ex-Républiques soviétiques forment un réseau. La coalition internationale pour les droits humains s'est alors constituée et elle envoie régulièrement des informations sur les violences contre les militants des droits humains dans leur région avec un intérêt particulier pour les défenseuses des droits humains.

■ **Identifier les abus que les femmes défenseurs des droits humains subissent dans leur travail ou en raison de leur travail.**

La plupart des participantes ont confirmé dans leur évaluation écrite qu'elles avaient eu "une meilleure compréhension du concept de femmes défenseurs des droits humains." Beaucoup d'entre elles ont dit avoir "beaucoup appris grâce aux interventions sur les difficultés spécifiques que rencontrent les femmes défenseurs." Selon des participantes, les "thèmes annoncés pendant la séance d'ouverture ont été correctement abordés."

La conférence a également réussi à créer un espace sûr pour les femmes défenseurs des droits humains afin qu'elles puissent raconter les violences auxquelles elles font face et commencer à chercher réparation. La possibilité pour des femmes défenseurs des droits humains courant des risques d'accorder des témoignages en privé et en toute sécurité à la Représentante spéciale de l'ONU pour les défenseurs des droits de l'Homme, a été un grand moment de la conférence. Beaucoup de participantes ont pris rendez-vous pour apporter leur témoignage à la Représentante spéciale des Nations unies.

La conférence a également été l'occasion pour les représentants du gouvernement local et les Rapporteurs spéciaux des Nations unies d'appréhender les formes de violences et d'abus liés au genre auxquelles les femmes défenseurs des droits humains font face dans leur tâche. La Représentante spéciale des Nations unies pour les défenseurs des droits de l'Homme, Hina Jilani, a souligné le fait qu' "en militant pour les droits humains, les femmes deviennent visibles et défient les normes sociales de la féminité. Elles risquent donc des agressions verbales, des violences sexuelles et le viol et subissent toute une série de conséquences sociales que les hommes connaissent rarement. Radhika Coomaraswamy, Présidente de la Commission des droits de l'Homme du Sri Lanka a déclaré que "le relativisme culturel est un défi important posé à l'ensemble du mouvement des droits de l'Homme" et que "la mise en cause de l'universalité des droits humains des femmes doit être combattue".

■ **Créer des liens et renforcer les réseaux de femmes défenseurs des droits humains oeuvrant dans différents domaines des droits humains ;**

De nombreuses participantes ont salué la conférence comme un espace de rencontres, d'échanges sur les violences auxquelles elles font face dans leur travail et de construction d'alliances notamment parmi les organisations des droits des femmes, des droits humains et des droits sexuels afin de promouvoir leur protection.

Les déjeuners-comités ont été organisés par les participantes pour discuter de thèmes tels que la prévention des abus dans les conflits armés, l'orientation sexuelle, les féminicides et la fourniture de soins et l'organisation autour du Sida. Les participantes ont eu également l'opportunité de partager leurs préoccupations et des informations sur leur travail grâce à la projection de films et l'exposition de photos.

Par leur rencontre, lors de la conférence, les participantes ont compris qu'elles n'étaient pas seules dans leurs luttes. Elles ont trouvé un remarquable potentiel de solidarité internationale non seulement au sein des organisations féministes et celles de droits humains mais également avec les organisations lesbiennes, gays et d'autres groupes. A la question sur les résultats de la conférence, beaucoup de participantes ont cité les "échanges d'informations et d'expériences", le "réseau créé pendant la conférence" et l' "élaboration de stratégies concrètes pour des actions à venir".

■ **Générer chez les femmes défenseurs des droits humains des capacités et des instruments à utiliser dans leur travail au niveau local ;**

Cet objectif a été traité lors d'ateliers de formation organisés pendant la conférence. Des ateliers ont eu lieu sur la sécurité, la confection de dossiers, l'investigation et le contrôle s'agissant de la violence sexuelle contre les femmes dans

les situations de conflits armés ; les instruments de prévention, d'alerte et de protection ; aptitudes à mener campagne et de plaider ; promouvoir le bien-être mental et émotionnel des femmes défenseurs des droits humains. Immédiatement avant la conférence, l'organisation Front line a organisé une formation de deux jours en matière de sécurité des défenseuses des droits humains. De nombreuses participantes ont cité la formation en matière de sécurité et les actions autour la santé mentale des femmes défenseurs comme activités de suivi.

Fonctionnement

Lors de sa réunion d'évaluation tenue le 3 décembre 2005, le CICDDH a réfléchi à son mode de fonctionnement au cours de la conférence et de ses résultats. Les remarques des participantes recueillies au cours des réunions de débriefing ou de discussions informelles ont été débattues. Les réponses écrites des participantes lors de l'évaluation ont été également incluses dans le débat. Le CICDDH a débattu de la tension issue du fait de soulever les questions de sexualité y compris les préoccupations des lesbiennes, des gays, des bisexuels et des transgenres (LGBT) pendant la conférence. Il y avait le sentiment que l'accent avait été beaucoup mis sur les problèmes des LGBT. Les participantes ayant différents niveaux de compréhension de la sexualité, la tension était peut-être inévitable dans un tel contexte. Le discours et les débats étaient nouveaux pour certaines alors que les discussions sur les problèmes des LGBT avaient créé un malaise chez d'autres.

Le CICDDH en a conclu que même si les participantes étaient défenseuses des droits humains on ne pouvait pas supposer que toutes étaient sensibles à la dimension genre. Cela explique en partie le malaise de certaines concernant les problèmes des LGBT inscrits

à l'ordre du jour et celui d'activistes LGBT qui se sont demandés si toutes les participantes étaient sensibles à leurs droits humains. D'autres membres du CICDDH ont également fait remarquer qu'il aurait été utile de formuler les préoccupations des LGBT de manière plus énergique dans les questions plus générales des droits sexuels et de les inscrire dans le contexte de l'indivisibilité des droits par le biais du recoupement des formes multiples de discriminations auxquelles font face les défenseuses des droits humains en raison de leur sexe, leur genre, leur classe, leur race, etc.

Malgré la tension, les problèmes des LGBT et d'autres liés à l'orientation sexuelle ont été intégrés dans le programme des droits humains, comme l'ont fait remarquer les participantes dans leur évaluation écrite. Les membres du CICDDH ont également indiqué que le processus propre à soulever les problèmes sexuels et ceux des LGBT est loin d'être achevé. Parmi les activités de suivi devrait figurer la recherche d'autres rencontres où les participantes pourraient en toute sécurité exposer leurs propres problèmes de sexualité et permettre la compréhension des problèmes complexes des droits humains des LGBT. Il y a un besoin pressant de poursuivre la prise de conscience de la dimension genre chez les militants des droits de l'Homme et d'autres causes pour les sensibiliser aux problèmes des femmes, des LGBT, de sexualité et par là même aux manières dont la sexualité intervient dans une série de violations ciblant les femmes défenseuses.

La plénière et l'atelier sur la santé mentale des femmes défenseuses ont été bien accueillis. De nombreuses participantes ont salué le fait que cette question souvent négligée ait été inscrite au programme. Cependant, les membres du CICDDH ont noté qu'aucune disposition n'avait été prise pour aider les participantes

affectées par l'impact mental ou émotionnel de certaines questions débattues, particulièrement celles qui ont vécu dans des régions de conflit ou des situations traumatisantes. Deux psychothérapeutes seulement étaient présentes pour aider les participantes qui en avaient besoin au cours de la rencontre. Une équipe de psychothérapeutes ou de conseillères aurait dû être constituée et une pièce calme aménagée pour recevoir les participantes ayant besoin de temps et d'espace pour être immédiatement aidées.

Les participantes ont noté que les plénières avaient permis "une meilleure compréhension des objectifs de la rencontre" ainsi qu'un "échange d'informations et d'expériences" et "un renforcement des capacités". C'était, selon elles, l'une des activités les plus utiles prévues au programme. Selon des membres du CICDDH, d'autres participantes ont déploré le fait qu'elles n'avaient "pas eu la latitude d'intervenir sur l'ordre du jour". D'autres ont eu le sentiment que les problèmes de sexualité et des LGBT ont été traités au détriment de ceux qu'elles rencontrent en tant que femmes défenseuses travaillant dans des situations de conflit ou pour les droits de la terre et des autochtones

Les membres du CICDDH ont noté que le programme de la rencontre avait été soigneusement préparé par le Comité pour précisément s'assurer que l'ordre du jour soit de manière claire et spécifique consacré aux problèmes des femmes défenseuses des droits humains sans tomber dans les débats faits de généralités sur les femmes et les droits humains comme c'est souvent le cas dans les rencontres régionales/nationales ou thématiques. L'accent clairement mis sur les problèmes des défenseuses des droits humains dans un contexte où les participantes n'ont pas le même niveau

de conscience de la dimension genre a peut-être laissé penser qu' "il n'y avait pas d'espace pour soulever d'autres questions". Globalement, de nombreuses participantes ont indiqué que la rencontre avait répondu à leurs attentes puisqu'elle a couvert "une pluralité de problèmes et assuré une participation plurielle".

Pour le CICDDH, des débats avaient été prévus après les interventions mais les séances commençaient en retard en raison de problèmes techniques liés au matériel de traduction et de ce fait ils n'ont pu avoir lieu. Cependant, les participantes ont affirmé que les séances en petits groupes ont été une "occasion d'interaction entre elles" ce qui n'était pas possible pendant les plénières. Elles ont également indiqué que les ateliers avaient permis une "évaluation concrète des stratégies utilisées par les participantes" pour la protection des femmes défenseurs des droits humains ainsi que l'élaboration de propositions de campagnes et d'actions pour le futur. Selon elles, c'était le lieu idéal pour "partager les informations et les expériences".

La représentation des participantes était très large puisqu'elles sont venues de différents pays et régions. Le fait d'avoir permis à chaque membre du CICDDH de choisir au moins 10 participantes a assuré une représentation suffisante des organisations féministes et celles des droits humains de différentes régions. Mais, il a été noté que les participantes venant d'autres mouvements comme ceux luttant pour les droits économiques étaient moins nombreuses. La procédure et les critères de sélection établis par le CICDDH avant l'acceptation des demandes ont permis un processus clair et transparent de choix des participantes à la rencontre. Grâce à la limitation de la participation aux personnes désignées par les membres du CICDDH, la

rencontre a été un espace d'interaction en toute sécurité entre les participantes.

Logistique

De nombreuses participantes ont noté que le "transport, l'accueil et l'assistance aux personnes" avaient été des succès. Des participantes ont apprécié la traduction en plusieurs langues mais se sont plaintes des défaillances techniques. Le matériel de traduction sans fil n'est pas disponible au Sri Lanka, les écouteurs ont été loués et parfois il y a eu des problèmes de connexion. Le programme avait été quelquefois retardé ou a dû être interrompu en raison de problèmes techniques. Les participantes ont également demandé que les sous titres en différentes langues soient fournis pour la vidéo projetée à la séance plénière.

Les participantes ont noté que les intervenantes avaient été bien choisies et qu'elles avaient offert des perspectives suscitant la réflexion. Mais, elles ont dit que le programme était "chargé". Elles ont demandé plus d'informations sur le programme et les participantes avant la rencontre.

Coordination

Lors de la réunion d'évaluation, il a été noté qu'il y avait eu une bonne coordination. L'organisation de groupes pour réaliser les différentes tâches a facilité le travail. Les réunions préparatoires intensives, y compris celles du comité et les visites des lieux avant la rencontre, ont assuré le bon déroulement du programme, du choix des participantes et la logistique.

Même si les tâches les plus importantes d'organisation de la rencontre ont été réalisées, les membres du CICDDH ont fait remarquer le nombre insuffisant de personnes pour que les groupes soient totalement fonctionnels. Beaucoup avaient déjà assumé des tâches

multiplés pour répondre à tous les besoins. Le Secrétariat partage cette observation notant que le personnel n'avait guère le temps d'assister aux séances pendant la rencontre. Le Secrétariat était également limité notamment en matière de langues puisqu'il n'y avait qu'une stagiaire pour assurer les traductions et les communications en Français et en Espagnol et une autre pour l'Arabe, en plus d'autres tâches importantes.

Résultats

La publication en trois langues des actes de la rencontre est l'un des résultats de la rencontre. Un ouvrage reprenant toutes les interventions et d'autres matériaux sera également publié pour servir de ressource pour les femmes défenseurs des droits humains. Deux vidéos sont en préparation, l'une conçue comme un outil de formation sur les femmes défenseurs des droits humains et l'autre sera la version finale de la vidéo montrée lors de séance d'ouverture pour saluer la résistance des femmes défenseurs des droits humains et leur contribution au plaidoyer pour les droits humains.

Deux : La Campagne

Activités

Lors de la réunion de préparation tenue en avril 2004 à Genève, Suisse, le CICDDH a décidé que l'événement "sera plus une campagne qu'une réunion internationale" comme prévu dans le concept initial élaboré par Front Line. Ainsi, même si la rencontre a constitué l'événement majeur, d'autres activités ont été menées par les membres du CICDDH, individuellement ou collectivement dans le cadre de cette campagne. Au cours de la même réunion, le CICDDH a tracé les objectifs de la rencontre. Parmi les résultats de la campagne, il avait prévu une documentation sur la conférence et les recommandations sur les recours spécifiques propres à assurer la protection des femmes défenseurs des droits humains.

Beaucoup d'activités entreprises par différentes organisations du CICDDH avaient trait à la sensibilisation et au plaidoyer. Certaines activités ont traité de la recherche et de la formation au niveau local. Ces activités de la campagne ont été menées grâce à différentes formes de partenariat : chaque membre du CICDDH a mené ses propres activités sur les femmes défenseurs des droits humains ; plusieurs membres du CICDDH ont mené des actions conjointes tandis que plusieurs autres ont collaboré au nom du CICDDH lors d'événements internationaux organisés dans le cadre de la campagne. Dans le cas d'un événement majeur comme la conférence, le CICDDH a travaillé collectivement. L'impact de ces différentes activités sera donné ici.

La capacité des membres du CICDDH à réaliser des activités dans le cadre de la campagne pour les femmes défenseurs des droits humains a

varié. Beaucoup d'organisations avaient déjà leur programme établi, aussi avait-il fallu intégrer ces activités à des programmes et budgets déjà bouclés. Cela explique les budgets limités pour beaucoup et un manque de personnel pour certaines les ayant empêchées de réaliser une grande campagne pour les femmes défenseurs des droits humains dans leurs organisations respectives. ISHR, ISIS-WICCE ont spécifié que le manque de fonds les a empêchées d'organiser des activités ou de réaliser celles prévues sur les femmes défenseurs des droits humains. Elles seront menées comme actions de suivi de la conférence.

Certaines organisations membres du CICDDH telles que CLADEM, OMCT, Le Forum Asie et le WLUML ont connu des changements institutionnels en 2005 ce qui a affecté leur capacité à participer de manière programmatique dans cette initiative. Certains membres ont également signalé le "manque de compétences" au sein de leur organisation. Par exemple, le coordinateur des défenseurs de droits humains n'est pas versé dans les droits des femmes et la dimension genre ou vice versa, les activistes féministes ne connaissent pas les nuances des préoccupations des femmes défenseurs des droits humains.

En plus de leur contribution bénévole, beaucoup d'organisations du CICDDH ont soutenu financièrement la campagne. Comme on le verra plus loin, presque toutes ont assumé les frais de leurs représentantes lors des activités de la campagne ou des réunions du CICDDH. L'OMCT, CWGL et Amnesty International ont accueilli les réunions du CICDDH respectivement à Genève, New York et Londres. APWLD a assuré le

Secrétariat et Amnesty International en a assuré le financement initial. Amnesty International, APWLD, Forum Asia, Font Line et ISHR ont financé chacun la participation de 10 personnes à la rencontre.

Amnesty International (AI)

Dans le cadre de sa campagne "Halte à la Violence contre les femmes", Amnesty International (AI) a mené différentes actions sur les femmes défenseurs des droits humains. L'organisation a pris en charge des cas de militantes en danger en confectionnant des dossiers pour diffusion publique. AI a également participé à de nombreuses actions-alertes électroniques envoyées par d'autres membres du CICDDH et leurs réseaux.

En 2004, AI a organisé des conférences avec à la clé une formation sur les femmes défenseurs des droits humains en Afrique du Sud, à Dakar, Sénégal (avec ISHR et d'autres organisations) et une conférence latino-américaine au Brésil. AI a accueilli une conférence sur la violence envers les femmes avec des militantes des droits humains venant des pays du Golf.

AI a produit des matériaux de presse et d'éducation sur les femmes défenseurs des droits humains. Un montage de brèves interviews de femmes défenseurs des droits humains de par le monde a été produit sous le titre "Halte aux violences contre les femmes, des voix du front" qui est disponible sur le site web de AI (<http://web.amnesty.org/actforwomen/index-eng>).

Lors de cette campagne, AI a également produit un documentaire vidéo sur la vie de cinq militantes de différentes régions. Une version existe pour AI et une autre pour d'autres organisations. AI a également produit trois dépliants thématiques soulignant les risques et

les obstacles auxquels font face les femmes défenseurs des droits humains oeuvrant dans le domaine des droits sexuels, des droits des immigrés et des réfugiés et du droit à la santé. Les dépliants reprenant des monographies et des appels à agir ont été distribués à la conférence internationale. Ils sont disponibles sur le site web de AI.

AI a un projet international pour les défenseurs des droits humains. Il comporte trois volets : soutien d'urgence et programme de protection/placement temporaire ; un cadre et un réseau de formation et de renforcement des capacités et une stratégie médiatique et de communication pour changer la perception du travail des militants des droits humains et en promouvoir la légitimité. Dans le cadre du travail global sur les défenseurs, AI aura, entre octobre 2004 et décembre 2006, organisé des ateliers dans 8 pays en ciblant les femmes défenseurs des droits humains. Ces ateliers ont pour objectif de valoriser les femmes défenseurs des droits humains, d'en promouvoir la légitimité, d'établir des passerelles entre les mouvements et soutenir leur droit de promouvoir et de protéger les droits humains dans leur pays.

Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD)

APWLD a tenu plusieurs conférences nationales en Thaïlande, en Indonésie et aux Philippines sur les femmes défenseurs des droits humains. Le Forum a également organisé une conférence régionale de femmes défenseurs des droits humains dans le sud de la Thaïlande en 2005. APWLD a diffusé les informations sur les problèmes des femmes défenseurs des droits humains dans différents forums tenus dans la région dont certains conjointement avec le Forum Asie comme on le verra plus loin. Avec INFORM et ILHR, il a lancé la campagne au

Forum des ONG de la région Asie Pacifique sur la Plate-forme d'action de Beijing + 10 (BPFA + 10) en Juillet 2004.

Suite à ces conférences, APWLD a mené quatre campagnes nationales sur les questions urgentes des défenseuses des droits humains dans ces trois pays et au Népal. La campagne a inclus des actions-alertes, la publication de fiches documentaires et d'affiches et la projection de vidéos. Une formation au profit des femmes défenseurs des droits humains en matière de confection de dossiers dans les cas de violence sexuelle en situation de conflit armé a été organisée conjointement avec le Forum Asie et INFORM.

Asian Forum for Human Rights and Development (Forum Asia)

En plus de la formation en matière de confection de dossiers conjointement organisée avec INFORM et APWLD, le Forum Asie a également intégré les femmes défenseurs des droits humains dans sa formation nationale sur les défenseurs à Taiwan et dans sa formation régionale annuelle sur les droits humains en 2005. De plus, il a fait une compilation des documents clés relatifs à la protection des femmes défenseurs des droits humains. Elle est accessible aux militants et sert d'outil de formation.

En novembre 2005, le Forum Asie a organisé à Bangkok deux réunions de plaidoyer pour les femmes défenseurs asiatiques des droits humains. Il a également informé de la campagne et des problèmes des femmes défenseurs des droits humains lors de forums régionaux et internationaux tels que le Forum de la société civile asiatique à Bangkok en 2004 (avec APWLD, INFORM et ILHR), les conférences asiatiques avec les institutions de droits humains à Séoul, en Corée en septembre 2004 (avec APWLD) et le

séminaire sur les défenseurs des droits humains tenu à Oslo en mai 2005 (avec AI et le Secrétariat du CICDDH). Par ailleurs, il a produit des T-shirts et des marques pages comme matériaux de campagne.

Center for Women's Global Leadership (CWGL)

CWGL et IGLHRC (Commission Internationale des Droits Humains des lesbiennes et des Gays) ont fait paraître leur publication intitulée "Comment la sexualité est utilisée pour miner l'organisation des femmes". Outil de première main sur le "chantage à la sexualité" et "le chantage au lesbianisme" que subissent les femmes défenseurs, le livre utilise l'optique des droits humains pour décrire un phénomène auquel beaucoup de défenseurs des droits humains et d'autres militants font face partout : "le chantage à la sexualité" ou la pratique du discrédit et du contrôle des personnes, des organisations et des programmes politiques par le biais d'une utilisation stratégique des allégations sur leur sexualité

Le livre a été présenté en Mars 2005 à la session de la Commission sur la condition des femmes consacrée à Beijing + 10 à New York. Depuis, il l'a été aussi lors de plusieurs manifestations où des débats sur les femmes défenseurs des droits humains étaient prévus. Des dépliants, des liens sur le web et d'autres matériaux de campagne sur le livre et le chantage à la sexualité ont été largement diffusés.

CWGL a parlé de la campagne sur les femmes défenseurs des droits humains lors de son activité annuelle : 16 jours d'action. Il a également co-organisé avec les membres du CICDDH beaucoup de débats précisément sur les femmes défenseurs des droits humains à de nombreuses occasions telles que le Forum social mondial au Brésil en Janvier 2005 ; la session de la Commission sur la condition des femmes

consacrée à Beijing + 10 à New York, en mars 2005 ; la réunion de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU à Genève, en avril 2005, et la Conférence internationale de l'Association pour les droits des femmes dans le développement (AWID) en octobre 2005.

Front Line

Front Line, organisation qui traite des problèmes des défenseurs des droits humains a organisé plusieurs activités dans ce domaine. Elle a tenu une première réunion regroupant des organisations féministes et celles de femmes défenseurs des droits humains au cours de la 2ème Plate-forme des défenseurs des droits humains, à Dublin en 2003 qui a été utile à la campagne et à la conférence. Lors de la 3ème Plate-forme des femmes défenseurs des droits humains, à Dublin en 2005, un débat sur les défis spécifiques auxquels font face les femmes défenseurs des droits humains a été animé par Indai Sajor. A cette même occasion, Front Line a organisé une formation en matière de sécurité des femmes défenseurs des droits humains sur la base de son manuel de protection à leur usage. La formation a été également donnée aux participantes à la conférence internationale sur les femmes défenseurs des droits humains les 27-28 novembre 2005 à Colombo, Sri Lanka.

Front Line prend également en charge de manière régulière des cas individuels d'activistes des droits humains en danger grâce au lobbying et au plaidoyer ainsi que par le biais de son programme de financement consacré à la sécurité.

Conjointement avec AI, Front Line a organisé des tournées pour des femmes défenseurs des droits humains qui sont allées en Irlande.

Front Line a également accueilli un débat sur les femmes défenseurs des droits humains au Forum gouvernement Irlandais-ONGs en décembre 2004 à Dublin, Irlande.

Information Monitor (INFORM)

INFORM a inclus la sensibilisation aux problèmes des femmes défenseurs des droits humains dans de nombreux travaux élaborés en collaboration avec les organisations féministes et celles de droits humains nationales et locales. Cette organisation a créé un réseau national pour traiter les problèmes des femmes défenseurs des droits humains. Elle a collaboré avec Forum Asie et APWLD lors d'une formation en matière de confection de dossiers au profit de femmes défenseurs des droits humains au Népal, comme mentionné plus haut. De même, elle a œuvré avec Forum Asie afin d'introduire le thème de femmes défenseurs des droits humains dans la formation régionale sur les droits humains organisé par Forum Asie.

INFORM a joué un rôle crucial comme hôte local de la conférence internationale sur les femmes défenseurs des droits humains. Elle a finalisé le document sur la contextualisation de la campagne et la conférence. Elle a dirigé l'organisation logistique de l'événement et a mobilisé la participation de responsables gouvernementaux et onusiens importants à la conférence. Elle a coordonné la participation d'organisations locales et a veillé à ce qu'il y ait des participants en dehors de la capitale Colombo. Elle a mis à profit ses liens avec les médias pour organiser les conférences de presse sur les femmes défenseurs des droits humains et produire des matériaux médiatiques pour la campagne.

International Gay and Lesbian Human Rights Commission (IGLHRC)

INFORM, CWGL et IGLHRC ont été les principaux intervenants sur les questions des LGBT. Les trois organisations ont réussi à faire intégrer les préoccupations liées à la sexualité dans les programmes des membres du CICDDH. Dans les appels de la campagne, IGLHRC

a collaboré avec des organisations de droits humains tels que Amnesty International, facilitant l'intégration de militants LGBT dans les actions-alertes d'Amnesty International concernant les femmes défenseurs des droits humains en danger.

Comme d'autres membres du CICDDH, il a introduit le terme "défenseur" et la campagne sur les femmes défenseurs des droits humains au sein de l'organisation et auprès du public à travers de nombreuses réunions, de présentations publiques et d'actions-alertes. IGLHRC a co-sponsorisé de nombreuses activités de la campagne, mentionnées ci-dessus, comme les événements concernant les femmes défenseurs des droits humains aux sessions de la Commission sur la condition des femmes, la Commission des droits de l'Homme de l'ONU et AWID. Elle a co-publié avec CWGL le livre sur le chantage à la sexualité.

IGLHRC a créé un lien précieux avec la Représentante Spéciale des Nations Unies pour les Défenseurs des Droits de l'Homme en veillant à ce que soient prises en charge les préoccupations des LGBT dans son mandat et à faciliter la communication entre elle et les militants LGBT dans les situations d'urgence. IGLHRC a également préparé un mémorandum sur les LGBT et les défenseurs des droits sexuels, qui a été remis à la Représentante Spéciale à temps pour la rédaction de son dernier rapport à la Commission des Droits de l'Homme de l'Onu, avant la fin de son mandat en 2006.

Service International des Droits de l'Homme (ISHR)

Comme mentionné ci-dessus, ISHR a organisé avec des membres du CICDDH des conférences régionales sur les défenseurs des droits humains avec une focalisation sur les femmes

défenseurs en Amérique Latine et en Afrique. Il a lancé la campagne à Freetown, Sierra Leone en juillet 2005 et au Togo en octobre 2005. Cette organisation a diffusé l'information sur la campagne lors de toutes les activités en Amérique Latine, en Afrique et en Europe. Elle a également participé avec les autres membres du CICDDH à organiser un débat sur les femmes défenseurs des droits humains à la session de mars 2005 de la Commission de l'Onu sur la Condition des Femmes et celle d'avril 2005 de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU.

Grâce à ISHR, lors de la même session de la CDH de l'ONU, une déclaration commune sur les femmes défenseurs des droits humains du CICDDH a été lue à la plénière. Cette organisation a réussi, grâce au lobbying avec d'autres membres du CICDDH et le Secrétariat, à intégrer les femmes défenseurs des droits humains dans la résolution sur les défenseurs des droits humains de 2005. Elle a également produit un manuel sur la Déclaration des Nations Unies sur les Défenseurs des Droits de l'Homme à l'usage spécifique des militantes. Le manuel comporte des informations sur les mécanismes régionaux et internationaux de protection.

ISIS-Women's International Cross-Cultural Exchange (ISIS-WICCE)

ISIS-WICCE a surtout veillé à partager les informations sur la campagne pour les femmes défenseurs des droits humains avec les réseaux féministes en Afrique de l'Est et australe. Elle a fait de la sensibilisation concernant les femmes défenseurs des droits humains en Ouganda et au Burundi. ISIS-WICCE est devenue elle-même la cible d'attaques de la part des forces conservatrices en Ouganda pour avoir prévu de faire jouer "Les monologues du vagin". Cela a poussé ISIS-WICCE à renforcer sa campagne de protection des femmes défenseurs des droits

humains. Elle a participé à un événement organisé par le CICDDH en marge de la session de Mars 2005 de la Commission sur la condition des femmes où elle a raconté comment elle a été attaquée par le gouvernement et les représentants de l'Église en Ouganda pour avoir abordé les questions de sexualité.

ISIS-WICCE s'est également jointe aux actions-alertes internationales sur les violences faites aux femmes défenseurs des droits humains. En 2005, elle a organisé une mission internationale sur les femmes défenseurs des droits humains avec le WIGC (Initiatives de Femmes pour une Justice basée sur le Genre) pour traiter de la violence sexuelle notamment dans les régions de conflit en Ouganda. Suite à cette mission, ISIS-WICCE envisage d'organiser un plaidoyer dans ce domaine.

Comité pour la Défense des Droits des Femmes en Amérique Latine et Caraïbes (CLADEM)

CLADEM est un réseau féministe d'Amérique Latine, une organisation jumelle de APWLD. Elle a assuré la traduction en espagnol et en portugais des textes de la campagne pour les femmes défenseurs des droits humains distribués au Forum Social Mondial à Porto Alegre, Brésil en Janvier 2005. L'un de ses représentants a également participé au débat sur les femmes défenseurs des droits humains pendant le forum.

CLADEM avait souhaité se joindre à la campagne sur les femmes défenseurs des droits humains mais sa participation a été amoindrie par un changement de personnel intervenu dans le réseau en 2005. Sa coordinatrice dans le secteur violence contre les femmes qui s'était engagée à travailler sur la campagne est tombée malade et une remplaçante a été recrutée. De

ce fait, il n'était pas possible pour CLADEM de poursuivre sa participation active dans cette initiative.

Femmes sous Lois Musulmanes (WLUML)

Le WLUML a joué un rôle crucial dans le projet du CICDDH d'inclure dans le programme de la conférence un module sur le bien-être des militantes. C'est ainsi que pour la première fois dans une réunion internationale de femmes défenseurs des droits humains ce sujet a été traité. Le WLUML a également été d'un grand apport aux participantes qui avaient besoin d'aide pendant la conférence. Avec le Centre Autonome des Femmes contre la Violence Sexuelle, il s'est engagé à développer des formations et des outils en matière de santé mentale des militantes.

Le WLUML a apporté une contribution significative à la rédaction du document sur la contextualisation de la campagne sur les femmes défenseurs des droits humains. Il a assuré la traduction en français de beaucoup de documents de la campagne mais en a également facilité la traduction en arabe. Il a fait circuler l'information sur la campagne et la conférence dans ses réseaux grâce à des articles ou par des visites sur le terrain. Il a activement transmis et soutenu des actions-alertes sur les femmes défenseurs des droits humains en danger.

Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT)

L'OMCT a principalement oeuvré à diffuser les actions-alertes relatives à la violence contre les femmes, les défenseurs et femmes défenseurs des droits humains et à les soutenir. Elle a rejoint le CICDDH pour organiser les activités relatives aux femmes défenseurs des droits humains pendant la session de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies en avril 2005. Elle a mis au point une formation en matière

de renforcement des capacités et des outils à l'usage des organisations de défense des droits des femmes afin qu'elles puissent présenter des rapports alternatifs au Comité Contre la Torture et au Comité des Droits de l'Homme de l'Onu et de permettre que soient soulevées les préoccupations des femmes défenseurs des droits humains dans le cadre du mandat de ces deux instances.

L'OMCT a également continué à oeuvrer au sein de sa propre organisation pour les questions des femmes défenseurs des droits humains. Des collaborations entre son programme de lutte contre la violence faite aux femmes et celui de la protection des défenseurs des droits humains sont à l'étude.

Secrétariat du CICDDH

En marge des activités de la campagne menées par les organisations membres du CICDDH seules ou en partenariat avec d'autres, le Secrétariat du CICDDH a coordonné plusieurs activités au nom de l'ensemble du comité. Le Secrétariat a pris en charge ces activités avec l'aide de membres du CICDDH.

L'une de ces activités a concerné la création et la maintenance d'un site web sur les femmes défenseurs des droits humains pour retrouver les informations sur la campagne et la conférence avec des actions-alertes sur les militantes en danger. Le Secrétariat a publié une brochure complète en anglais, français et en espagnol. Il a également lancé l'idée du texte sur la contextualisation. Il a facilité certaines actions-alertes provenant des réseaux et a répondu aux médias et aux demandes du public quant à la campagne internationale et la conférence.

Le Secrétariat a également organisé les réunions ordinaires du CICDDH tenues lors de rencontres

internationales importantes mises à profit par les membres du CICDDH pour organiser des événements sur les femmes défenseurs des droits humains. Il a également représenté le CICDDH dans des forums importants de féministes ou ceux de droits humains pour diffuser l'information sur la campagne et la conférence et gagner d'autres groupes et d'autres mouvements. Ces déplacements ont été autant d'occasions de collecter des fonds pour l'initiative, tâche qui a été également assumée par le Secrétariat.

Le Secrétariat du CICDDH a également eu la responsabilité d'organiser la conférence internationale en collaboration avec INFORM, l'organisation locale. Il a facilité le travail des différents comités, a coordonné les processus de prise de décision, produit la documentation et assuré la communication relative à l'événement en plusieurs langues, a organisé la logistique avec les partenaires locaux et assisté les participantes et les invitées.

Impact

Cette partie consacrée à l'impact est basée sur les réflexions relatives aux résultats attendus de la campagne, comme indiqué dans le plan de campagne élaboré par le CICDDH. Les résultats attendus sont :

- **Plus grande visibilité des femmes défenseurs des droits humains et une sensibilisation accrue du public aux femmes défenseurs des droits humains en tant que catégorie distincte de militants des droits humains;**

Beaucoup d'activités entreprises par les membres du CICDDH avaient pour but la sensibilisation. Les activités ont inclus des conférences nationales et régionales, des réunions de plaidoyers, l'accueil

d'activités en marge d'événements internationaux importants, la production de brochures de campagne, d'affiches, de T-shirts, de vidéos, de clips Internet et la maintenance d'un site web. Grâce à cela, la conférence internationale sur les femmes défenseurs des droits humains a connu une bonne participation avec la présence de 75 pays, de responsables onusiens locaux et internationaux et de représentants gouvernementaux. Beaucoup de groupes n'ayant pas pu participer à la conférence ont contacté le Secrétariat du CICDDH pour se joindre à l'initiative.

Grâce à la publicité et la participation à la conférence internationale et à la campagne, des organisations locales et d'autres se sont intéressées à la question des femmes défenseurs des droits humains dans leurs propres publications. Un reportage sur les femmes défenseurs des droits humains a été publié dans *The Civil Society Watch Monthly Bulletin*, Afrique du sud; un numéro du bulletin de *Women's Rehabilitation Centre (WOREC) Newsletter* a été consacré aux problèmes rencontrés par les femmes défenseurs des droits humains ; des articles sur les femmes défenseurs des droits humains ont été également publiés en ligne sur le site de AWID.

Le rapport de 2006 de la Représentante Spéciale des Nations Unies pour les Défenseurs des Droits de l'Homme à la Commission des Droits de l'Homme des Nations unies comporte une partie consacrée à la campagne et à la conférence des défenseurs des droits humains. Beaucoup de participantes ont affirmé que la campagne et la conférence ont donné un caractère distinct et explicite à leurs problèmes en tant que défenseures des droits humains alors qu'elles étaient implicitement contenues dans la catégorie générale des défenseurs des droits humains.

Elles ont dit : " Cela nous a donné conscience des violences et des abus basés sur le genre auxquels nous sommes confrontées et de la nécessité de les traiter de manière spécifique." Les participantes ont été encouragées par l'engagement de la conférence à se mobiliser pour faire du 29 Novembre la Journée internationale des femmes défenseurs des droits humains.

Les efforts de plaidoyer ont eu pour résultat la mention spécifique des femmes défenseurs des droits humains dans la Résolution des Nations unies sur les Défenseurs des droits de l'Homme de 2005, l'intérêt de la Division des droits de l'Homme de la Commission européenne pour les recommandations de la conférence et l'engagement de la Représentante spéciale des Nations unies à continuer à intégrer les problèmes spécifiques des défenseures des droits humains, y compris les activistes LGBT dans son mandat. De plus, comme longuement débattu pendant la conférence, le rapport de 2006 de la Représentante Spéciale a fortement recommandé "le développement de cadres juridiques normatifs pour que les acteurs non étatiques soient poursuivis ainsi que la création de mécanismes appropriés" pour répondre aux abus commis par ces acteurs sur les militants.

Grâce aux efforts de plaidoyer déployés par Amnesty International et d'autres organisations, la Résolution de la Commission interaméricaine des Droits humains de 2005 reconnaît pour la première fois qu' "en raison de leur rôle et de leurs besoins spécifiques, une attention particulière devrait être accordée aux femmes défenseurs des droits humains afin de s'assurer qu'elles sont efficacement protégées et qu'elles peuvent poursuivre leur importante action."

L'objectif a été globalement atteint. Le CICDDH a cependant noté que même si des efforts

avaient été faits pour que les matériaux de la campagne soient disponibles en anglais, français, espagnol et arabe, le manque de moyens dont souffrent les organisations et le Secrétariat ont rendu impossible la production de matériaux de campagne dans d'autres langues, ce qui a limité l'impact.

■ **Une compréhension accrue chez les organisations des droits humains et d'autres groupes, les gouvernements et les Nations unies des violences spécifiques dont sont victimes les femmes défenseurs des droits humains ;**

Etant la première initiative à focaliser sur les femmes défenseurs des droits humains, la campagne et la conférence ont généré des outils-ressources précieux sur le sujet. Le CICDDH a élaboré un document de contextualisation exhaustif qui reprend les raisons pour lesquelles les préoccupations des femmes défenseurs des droits humains ont été mises en avant et explique les appels lancés dans le cadre de la campagne. Comme mentionné précédemment, CWGL et IGLHRC ont réédité leur livre " Comment la sexualité est utilisée pour miner l'organisation des femmes " afin d'y inclure l'analyse d'expériences récentes de chantage à la sexualité exercé sur des femmes en raison de ce qu'elles sont et de ce qu'elles font en tant que militantes. IGLHRC a également remis un document sur les activistes LGBT et les défenseurs des droits sexuels à la Représentante Spéciale des Nations unies pour les Défenseurs des Droits de l'Homme.

L'un des résultats de la conférence a été le débat. Il reste une référence générale pour le public concernant les violences et les abus liés au genre et commis contre les femmes défenseurs des droits humains, les stratégies pour les poursuites judiciaires, l'établissement de la responsabilité

des Etats et des acteurs non étatiques pour ces crimes, les mécanismes de protection à l'usage des militantes et les recommandations d'actions.

Les actes de la conférence reprenant les interventions constituent une publication ressource sur les femmes défenseurs des droits humains et complètent le rapport de la conférence. Ils sont en voie de publication enrichis d'explications approfondies du concept de femmes défenseurs des droits humains et d'illustrations des préoccupations spécifiques des femmes défenseurs des droits humains travaillant dans différentes régions. La publication comprendra également une évaluation politique complète des situations internationales et des tendances ayant un impact sur les femmes défenseurs des droits humains sur la base des interventions de la Représentante spéciale de l'ONU, des Rapporteurs et de celles des principaux leaders des droits des femmes et des droits humains.

Par ailleurs, des vidéos sur les femmes défenseurs des droits humains sont en production pour diffusion publique. Il y aura une vidéo de formation qui explique le concept de femmes défenseurs des droits humains. Il y aura un court vidéo clip qui salue la contribution des militantes à la cause des droits humains. Comme mentionné auparavant, Amnesty International a également produit une vidéo sur la vie de cinq activistes des droits humains dans différentes régions dans le cadre de sa campagne " Halte à la violence contre les femmes ".

Selon les membres du CICDDH, la production de ces matériaux ressources et la conférence ont eu pour résultat d'opérer " des changements de perspective " ou des " changements conceptuels " en eux. Certains membres ont découvert d'autres sources de violences et d'abus contre les

femmes telles que la famille ou la communauté. Cela a révélé le besoin d'identifier non seulement les auteurs individuels de ces violences mais également d'interroger les normes, traditions et les contextes qui ont amené ces violences et ces abus contre les militantes. La focalisation sur l'identification des "acteurs non étatiques" a également révélé la nécessité absolue de mettre fin à l'impunité dont ils jouissent et de pointer leur responsabilité directe dans les torts causés aux activistes des droits humains. Le fait que le sexe ou la sexualité soient utilisés comme arme contre les femmes défenseurs des droits humains a également permis de sensibiliser les féministes et les organisations de défense des droits humains aux problèmes des LGBT.

Le fait de soulever le problème du chantage à la sexualité a notamment permis aux femmes défenseurs des droits humains de mettre un nom sur les abus insidieux qui utilisent leur sexualité. Des étiquettes comme "lesbiennes", "déviantes sexuelles" et d'autres noms péjoratifs qui leurs sont attribués par des collègues et le public ont eu un effet négatif sur leur activisme et les empêchent de s'organiser autour des droits humains des femmes. Une fois ces abus identifiés, le chantage à la sexualité devient moins une menace pour elles-mêmes et leur réputation.

L'impact de ces matériaux ressources quant à une meilleure appréhension des problèmes aux Nations unies, chez les gouvernements et d'autres organisations reste à voir car ils n'ont été produits que récemment et la campagne a commencé il y a un an à peine. Des liens ont déjà été établis avec des responsables onusiens et gouvernementaux grâce à la participation à la conférence de différents Rapporteurs spéciaux et de la Représentante, des présidents de la Commission sri lankaise des droits de l'Homme et de la Commission chargée de la violence contre

les femmes d'Indonésie et d'autres membres du gouvernement. Des militants syndicalistes, écologistes et d'autres ont également participé à la conférence.

■ **Une protection plus grande et meilleure des femmes défenseurs des droits humains grâce à la connaissance de leurs problèmes spécifiques ;**

Pendant la conférence, des participantes ont eu à connaître les mécanismes onusiens et régionaux de protection des activistes des droits humains. ISHR a publié un ouvrage de référence sur la question en anglais, français et en espagnol, qui a été distribué aux participantes. L'OMCT et IGLHRC ont également organisé un atelier sur les outils de prévention, d'alerte et de protection pour les femmes défenseurs des droits humains.

En plus des débats sur les mécanismes de protection, des membres du CICDDH tels que APWLD ont initié des campagnes nationales sur les femmes défenseurs des droits humains de Thaïlande, d'Indonésie, du Népal et des Philippines. Les membres du CICDDH ont également soutenu de nombreuses actions-alertes provenant des réseaux. L'une des actions-alertes les plus efficaces a été celle qui a abouti à la libération de Juana Calfunao, militante autochtone qui a participé à la conférence. Elle a été blessée gravement par balles puis arrêtée peu après la conférence pour son activisme en faveur des droits de la terre des autochtones au Chili. Juana a été récemment libérée de prison.

En plus de leur soutien aux actions-alertes, Amnesty International et Front Line ont aidé directement des femmes défenseurs des droits humains en danger dans le cadre de leurs programmes respectifs sur les défenseurs des droits humains. Le Secrétariat du CICDDH a

également facilité l'intervention urgente d'autres organisations telles que Urgent Action Fund pour répondre à des demandes de militantes dont les cas ont fait l'objet d'actions-alertes au cours de la campagne.

La campagne et la conférence ont été une source d'inspiration pour les participantes afin qu'elles créent leurs propres mécanismes de protection. Comme l'a déclaré la Représentante Spéciale des Nations unies pour les Défenseurs des Droits de l'Homme, Hina Jilani, "il n'y a pas de meilleure protection pour les femmes défenseurs des droits humains que la force et le soutien de leur propre mouvement". Au cours de cette conférence, les participantes ont partagé et discuté leurs multiples stratégies pour faire face aux arrestations, assurer leur propre sécurité et encourager la solidarité pour leur propre protection. Comme mentionné ci-dessus, elles ont commencé à créer des réseaux dans leurs régions ou dans leurs domaines de travail comme moyen de protection.

L'initiative a également mis en lumière deux importants aspects de la protection souvent négligés : la prévention et la confection de dossiers. La conférence a innové car elle a introduit l'idée que le concept des droits humains devrait inclure le bien-être des femmes défenseurs des droits humains, y compris leur santé mentale. Comme il a été démontré pendant la conférence, de nombreuses femmes défenseurs des droits humains et notamment celles ayant travaillé dans des situations de conflits ont eu besoin d'aide et de séances de soutien psychologique pour les aider à surmonter le stress auquel elles font face dans leur travail. Le premier atelier sur la santé mentale a été bien accueilli par les participantes qui ont demandé plus d'activités sur le sujet.

La campagne et la conférence ont également commencé à confectionner des dossiers sur

les violences spécifiques faites aux femmes défenseurs des droits humains. Dans le cadre de sa campagne "Halte à la violence contre les femmes", Amnesty International a publié une action-alerte spéciale sur les défenseurs des droits humains en danger ; les actions-alertes de l'OMCT sur la violence faite aux femmes ont également inclus des cas de défenseurs des droits humains en danger. Ce travail conjoint entre des organisations féministes et celles des organisations de droits humains pour confectionner des dossiers sur des cas de violations ou d'abus commis contre des femmes défenseurs des droits humains est un premier pas vers des réponses appropriées à même d'assurer leur protection. Ces premiers efforts faits pour confectionner des dossiers sur des cas seront consolidés dans un manuel de documentation sur les violences et abus commis contre les femmes défenseurs des droits humains et dont l'élaboration a été confiée à INFORM et d'autres membres du CICDDH comme action de suivi de cette initiative.

Les membres du CICDDH ont cependant noté que la situation générale des défenseurs des droits humains s'est détériorée dans le climat politique actuel. Un plus grand plaidoyer au niveau national, régional et international doit être mené contre la pénalisation de la défense des droits humains sous prétexte de mesures de sécurité adoptées ou réactualisées par de nombreux gouvernements dans le cadre de la "guerre contre le terrorisme" dirigée par les Etats Unis. Beaucoup de mécanismes de protection existants doivent être renforcés et de nouveaux doivent être créés afin de protéger plus et mieux les femmes défenseurs des droits humains. Les militantes elles-mêmes doivent se mobiliser pour assurer leur propre protection.

■ **Renforcement des capacités et des outils de travail des défenseurs des droits humains au niveau local ;**

L'objectif était de faire connaître les compétences et les outils propres à améliorer le travail des défenseurs des droits humains au niveau local. Des efforts ont été faits dans ce cadre sous forme de formations au profit de femmes défenseurs des droits humains qui peuvent être reproduites au niveau local. Ainsi Front Line a mis sur pied une formation en matière de sécurité des femmes défenseurs des droits humains tandis que INFORM, FORUM Asie et APWLD ont réalisé des formations nationales avec des activistes des droits humains autour de la confection de dossiers sur la violence sexuelle en situation de conflit armé.

Front Line a indiqué que son "manuel de protection doit correctement traiter les problèmes de sécurité spécifiques aux femmes défenseurs des droits humains". Le manuel d'enquête, de confection de dossier et de suivi doit être élaboré afin de répondre aux cas spécifiques de violations et d'abus commis contre les femmes défenseurs des droits humains. L'atelier sur la santé mentale des militantes a été révélateur car les participantes ont réclamé des formations et des outils à ce sujet. Plus de travail doit être fait pour produire et diffuser des outils sur les femmes défenseurs des droits humains afin que les organisations puissent les utiliser et les reproduire au niveau local.

■ **Naissance d'une solidarité et d'alliances entre organisations féministes, celles de droits humains et d'autres pour la protection des femmes défenseurs des droits humains ;**

Les membres du CICDDH ont déclaré que le fait d' "œuvrer ensemble pour la campagne a opéré des changements sur leur manière de travailler". L'un des acquis les plus importants de la campagne, comme nous l'avons mentionné précédemment, a été l'intégration à la fois des problèmes de sexualité et des LGBT dans les programmes des organisations féministes et celles de droits humains membres du CICDDH. Comme nous l'avons dit auparavant, les débats sur les femmes défenseurs des droits humains ont abouti à une "fécondation transversale des idées et des perspectives" qui ont enrichi les analyses et les stratégies des membres du CICDDH dans leurs réponses aux préoccupations des femmes défenseurs des droits humains.

Des alliances stratégiques ont également été nouées : Amnesty International et IGHRC travaillent ensemble sur des actions-alertes concernant des activistes LGBT ; APWLD, Forum Asie et INFORM ont conjointement organisé des formations au profit des activistes des droits humains en Asie ; ISHR et Amnesty International ont accueilli des conférences régionales en Afrique et en Amérique Latine ; il y en a beaucoup d'autres. De manière générale, comme mentionné précédemment, la campagne a été menée avec des activités plurielles entreprises par différents membres au nom du CICDDH.

Un indice important du succès de ces alliances est l'engagement des membres du CICDDH de poursuivre leur travail conjoint sur beaucoup d'actions de suivi de la campagne. Par exemple, INFORM va prendre en charge l'élaboration d'un manuel sur la confection de dossiers à l'usage des activistes des droits humains. APWLD, CWGL et Forum Asie se sont dit intéressés par une collaboration avec INFORM sur ce projet. ISIS-WICCE et des membres de IGLHRC vont organiser d'autres rencontres pour discuter des

questions sexuelles. ISHR souhaite explorer des opportunités de collaboration avec d'autres membres du CICDDH afin d'élaborer des formations sur l'utilisation des mécanismes régionaux et internationaux de protection des activistes des droits humains.

La solidarité est née non seulement entre membres du CICDDH mais également entre participantes. Comme nous l'avons dit, des réseaux se sont formés pendant la conférence, tels que le réseau régional de militantes des ex-Républiques soviétiques. Des actions-alertes sont actuellement diffusées à travers le réseau élargi des participantes. Des organisations comme Womankind et d'autres organisations latino américaines ont également exprimé le souhait de travailler avec d'autres membres du CICDDH pour la mise en œuvre des actions de suivi.

Adhésion

Concernant l'adhésion au CICDDH, les membres ont retracé la création du comité. L'initiative est née de discussions entre Hina Jilani, Amnesty International, PWLD et CWGL suite à une recommandation de la conférence régionale sur les femmes défenseurs des droits humains organisée par Amnesty International, APWLD et le IWRRAW-AP (Observatoire international des Actions en faveur des Droits des Femmes –Asie Pacifique). Cette conférence avait appelé à la tenue d'une rencontre internationale sur les femmes défenseurs des droits humains en 2005. Amnesty International a par la suite approfondi cette idée lors d'une conférence sur les défenseurs des droits humains organisée en Afrique du Sud en 2003. Front Line a coordonné la rédaction d'un mémorandum sur le sujet lors d'une réunion tenue en marge de sa 2^{ème} Plate forme des Droits Humains de Dublin, Irlande, en septembre 2003. Une réunion sur le programme de l'initiative a été organisée à Genève, Suisse

en avril 2004 au cours de laquelle Amnesty International, APWLD, CWGL, Forum Asie, Front Line, INFORM, IGLHRC, ISHR, ILHR (Ligue Internationale des Droits de l'Homme) et l'OMCT sont devenus membres du comité de coordination.

Pour assurer un équilibre entre les organisations féministes et celles de droits humains, il a été décidé que le WLUML, CLADEM et Amanitare seraient invités à rejoindre le comité. Amanitare a décliné l'invitation car son programme était déjà bouclé et ses moyens limités. ISIS-WICCE a pris sa place en tant que réseau d'organisations féministes africaines. Ensuite, ILHR s'est retiré tandis que Indai Sajor rejoignait le comité à titre individuel. Pour plus d'efficacité, il a été entendu que le comité serait limité à 15 membres, siège de la coordinatrice et celui réservé à l'organisation hôte compris. Le souci d'équilibre entre organisations féministes et celles des droits humains et le nombre décidé ont fait que la demande d'adhésion de la FIDH a été refusée.

Conformément au quatrième objectif fixé, cette campagne a été considérée comme la volonté de construire des passerelles entre les organisations féministes et celles des droits humains dans leur travail sur les femmes défenseurs des droits humains. Des liens programmatiques et conceptuels ont été établis grâce à cette initiative comme nous l'avons montré dans le chapitre sur l'impact. Cependant, il a été observé que l'adhésion d'Amnesty International et de l'OMCT s'est faite à partir de la campagne ou du programme contre la violence faite aux femmes menées respectivement par ces organisations.

Amnesty International a expliqué que même si la campagne "Halte à la violence contre les femmes" a été importante au sein de l'organisation, la question des femmes défenseurs

des droits humains a fait son chemin et a été intégrée dans le programme des défenseurs des droits humains. Ce programme a désigné les participants à la conférence et a apporté son aide financière et humaine. L'OMCT a également expliqué que les préoccupations des femmes défenseurs des droits humains ont été intégrées dans un "Observatoire pour la Protection des Défenseurs des Droits Humains," programme conjoint de l'OMCT et la FIDH.

De manière générale, les membres du CICDDH ont noté que la composition du comité était une bonne combinaison d'organisations locales, régionales et internationales" et avait réussi à assurer un équilibre dans la représentation des organisations féministes et celles des droits humains. Cependant, il a été noté qu'il restait à établir, à l'avenir, des contacts avec des organisations internationales de droits humains et d'autres travaillant spécifiquement sur les défenseurs des droits humains.

Coordination

Lors de la réunion d'évaluation, les membres du CICDDH ont souligné "la qualité de la coordination" et le fait que l'initiative ait été une "entreprise de coopération" entre les différentes organisations. Il y a eu des défaillances dans la communication car beaucoup de membres étaient extrêmement pris par les aspects organisationnels et les engagements personnels. Il y a eu aussi quelques messages électroniques perdus, mais le CICDDH s'est "dit satisfait" de la coordination.

Les membres ont également noté que les échanges au sein du comité avaient "inclus des discussions et une réflexion conceptuelles" sur les femmes défenseurs des droits humains. Comme l'a écrit une des membres : "nous avons grandement bénéficié de l'engagement et des échanges avec les autres

partenaires et nous avons énormément appris. Cela va nourrir notre travail sur les défenseurs des droits humains". Beaucoup de membres ont indiqué que l'interaction les a enrichies sur le plan conceptuel concernant les questions des femmes défenseurs des droits humains et leur ont donné des idées sur la manière d'approfondir le travail sur ce sujet.

Les membres ont également remarqué que le rythme des réunions du CICDDH était bon et que les intersessions avaient permis des échanges en ligne pour la prise de décision. Les efforts de coordination déployés par le Secrétariat ont beaucoup facilité les prises de décision. Le Secrétariat a également assuré la réalisation de nombreuses activités prévues par le CICDDH et le bon déroulement de la campagne. Il a assumé la responsabilité de collectes de fonds pour financer l'initiative.

Les membres ont jugé que la présence d'une coordinatrice à plein temps pour la campagne et la conférence a été efficace. Cependant, un membre a fait remarquer que "la masse de travail de la coordinatrice a pu être très lourde" bien qu'elle ait été soutenue par les membres du CIDDDH qui avaient pris en charge des tâches. Les membres du CICDDH ont également mis des ressources à la disposition du Secrétariat : APWLD l'a accueilli et a partagé son personnel et ses locaux pour assister la coordinatrice ; Amnesty International a financé le Secrétariat et sponsorisé une des stagiaires : l'OMCT, CWGL et Amnesty International ont accueilli les différentes réunions du CICDDH et ont fourni le soutien logistique et les locaux. La plupart des membres ont également financé leur participation aux activités sur les fonds de leurs organisations et ont collaboré à la mise en œuvre des activités du CICDDH.

Les membres du CICDDH ont également indiqué que la création du comité international de coordination avec un objectif spécifique a fait son succès. Plutôt que de créer une coalition à long terme, il était clair pour tous les membres que le CICDDH était là pour mettre en œuvre la campagne et organiser la conférence. Cela a clarifié les attentes des membres et a réduit les interactions complexes entre les différentes organisations.

Trois : Actions de Suivi

Le CICDDH a été créé spécifiquement pour coordonner la campagne jusqu'à la tenue de la conférence internationale sur les femmes défenseurs des droits humains. Lors de la réunion d'évaluation, le CICDDH a décidé de dissoudre le comité comme prévu. Il était clair, cependant, que les actions de suivi de la campagne seraient menées par les différents membres du CCIDDH individuellement ou en partenariat avec d'autres organisations.

Avec la dissolution du comité, le Secrétariat du CICDDH cessera également ses activités en avril 2006, à l'achèvement de tous les rapports. Les activités de suivi seront coordonnées par des organisations qui se sont engagées à prendre différentes tâches. Par exemple, INFORM coordonnera la production d'un manuel sur la confection de dossiers ; APWLD assurera la maintenance du site web des femmes défenseurs des droits humains. Le but recherché est d'intégrer les activités de la campagne dans le travail programmatique des différentes organisations qu'elles soient féministes, de droits humains ou autres.

La liste ci-dessous indique les actions concrètes proposées par les participantes et le CICDDH. La liste a été établie à partir des propositions spécifiques des membres du CICDDH pendant la réunion d'évaluation et des recommandations faites par les participantes pendant la séance plénière de clôture de la conférence.

Bon nombre de ces activités ont déjà été réalisées à ce jour. Par exemple, de nombreux membres du CICDDH ont activement participé aux efforts de lobbying autour de la réforme de l'Onu. Les discussions en ligne sur la sexualité et

les défenseurs des droits sexuels a commencé avec la participation de APWLD, CWGL, OMCT, et ISHR. La vidéo projetée à la séance d'ouverture de la conférence a pu être finalisée à temps pour la campagne du 8 Mars et inclure les femmes défenseurs des droits humains. Les activités sur les femmes défenseurs des droits humains à mener en marge de la session de la Commission sur la Condition des Femmes en mars 2006 et celle du Commissariat des Droits de l'Homme des Nations unies en avril 2006 ont été préparées.

Les activités sont listées en fonction des stratégies générales. Bon nombre d'entre elles ont des approches multiples qui recoupent la liste ci-dessous. Les membres du CICDDH ayant souhaité mener ces activités sont indiqués ci-dessous. Comme le montre la liste, beaucoup de ces actions sont ouvertes à des partenariats entre les différents membres du CICDDH.

Activités de sensibilisation et de plaidoirie

- Participation à des événements annuels tels que les sessions de la Commission sur la Condition des Femmes, de la Commission des Droits de l'Homme, WSF, et d'autres (CWGL, APWLD, ISHR et d'autres membres du CICDDH) ;
- Intégration des problèmes des femmes défenseurs des droits humains dans les rapports aux agences de l'ONU tels que le Comité contre la Torture et la Commission des Droits de l'Homme et d'autres (AI, OMCT) ;
- Un rapport en 2006 focalisant sur les difficultés rencontrées par les femmes défenseurs des droits humains (Front Line, Urgent Action Fund) ;
- Une conférence régionale ordinaire Asie-

Pacifique avec la Représentante Spéciale des Nations Unies pour les femmes défenseurs des droits de l'homme (Forum Asie);

- Maintenance du site web des femmes défenseurs des droits humains (APWLD) ;
- Production et diffusion de matériaux médiatiques sur les femmes et les défenseurs des droits humains (AI) ;
- Création d'un prix des femmes défenseurs des droits humains ou intégration de cette distinction dans ceux existant comme les Récompenses Martin Ennals (AI, ISHR, Forum Asie, OMCT) ;
- Participation aux efforts de plaidoyer pour une réforme des Nations unies et aux débats sur le Conseil des Droits de l'Homme pour s'assurer du mandat du Représentant spécial des Nations unies pour les Défenseurs des Droits de l'Homme (AI, APWLD, ISHR, CWGL, INFORM, Forum Asie, OMCT) ;
- Affinement de la stratégie de plaidoirie grâce à "une campagne attentive" ;
- Lobbying pour l'élaboration d'un instrument international ou onusien spécifique pour les femmes défenseurs des droits humains ;
- Affinement des mécanismes régionaux pour les défenseurs des droits humains comme les Directives de l'UE sur les défenseurs des droits humains et le Rapporteur Spécial sur les Défenseurs des droits humains en Afrique pour y inclure les femmes défenseurs des droits humains et les moyens spécifiques de les protéger (AI, ISHR).

Outils et formation pour le renforcement des capacités

- Conférences ou formations régionales régulières des organisations et y inclure un module sur les femmes défenseurs des droits humains (ISHR, Forum Asie) ;

- Formation aux mécanismes de protection des défenseurs des droits humains et spécifiquement les femmes défenseurs des droits humains (ISHR) ;
- Atelier sur la santé mentale pour les militantes des droits humains en Algérie (WLUML, Centre Autonome des Femmes contre la Violence Sexuelle) ;
- Utilisation de la publication " Comment la sexualité est utilisée pour miner l'organisation des femmes" comme outil ressource pour les femmes défenseurs des droits humains (CWGL) ;
- Formation globale aux questions intergénérationnelles et y inclure les préoccupations des femmes défenseurs des droits humains (CWGL) ;
- Formation en matière de sécurité et y intégrer les préoccupations des femmes défenseurs des droits humains (Front Line) ;
- Discussions en ligne pour le suivi sur les questions de sexualité, des défenseurs de droits sexuels (CWGL, ISIS-WICCE) ;
- Développement de la recherche sur les questions des femmes défenseurs des droits humains (AI) ;
- Développement de la formation sur les femmes défenseurs des droits humains à l'intention des autorités chargées d'appliquer la loi et d'autres responsables gouvernementaux ;
- Traduction de la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits humains dans différentes langues (APWLD) ;
- Discussions et ateliers au plan local et national sur les résultats de la conférence internationale sur les femmes défenseurs des droits humains.

Mécanismes de Prévention et de Protection

- Confection de dossiers sur la violence contre les femmes et les violations des droits

humains pour inclure les violences et les abus commis contre les femmes défenseurs des droits humains (AI, OMCT) ;

- Projet global de défenseurs des droits humains devant inclure un module sur les femmes défenseurs des droits humains (AI) ;
- Formation et manuel sur la confection de dossiers sur les violences et les abus commis contre les femmes défenseurs des droits humains (INFORM, CWGL, APWLD, Forum Asie) ;
- Actions-alertes sur les femmes défenseurs des droits humains (AI, APWLD, Front Line, WLUML, OMCT) ;
- Elaboration de directives sur les femmes défenseurs des droits humains au sein des organisations de défense des droits humains et d'autres pour traiter des violences et des abus commis ;

- Un Institut transculturel international allant au-delà de l'Afrique incluant un module sur les femmes défenseurs des droits humains (ISIS-WICCE et d'autres membres du CICDDH);
- Réseaux régionaux pour la protection des femmes défenseurs des droits humains

Mobilisation et Réseaux de solidarité

- Adoption du 29 Novembre comme Journée des femmes défenseurs des droits humains ; (CWGL va examiner les moyens d'intégrer cette proposition dans sa campagne "16 jours d'action") ;
- Une rencontre internationale sur les femmes défenseurs des droits humains en 2008 pour marquer le 60ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations Unies (INFORM, Forum Asie et d'autres membres du CICDDH);
- Eventuels partenariats avec d'autres organisations de défense des droits humains (AI, OMCT);
- Collaboration entre organisations de LGBT et d'autres sur des actions-alertes pour les défenseurs des droits sexuels et les autres problèmes rencontrés par des organisations de LGBT (CWGL, ISIS-WICCE, OMCT);

Annexe 1 : Synthèse des évaluations des participantes

Synthèse des évaluations par 97 Participantes
à la Conférence Internationale sur Femmes
Défenseurs des Droits Humains

1. Quels sont les objectifs réalisés ? (Note : La plupart des participantes ont compris qu'il s'agissait de leurs propres objectifs et attentes vis-à-vis de la conférence et non pas ceux de la conférence proprement dite)
 - Meilleure compréhension du concept de Femmes Défenseurs des Droits Humains (DDH)
 - Analyse des difficultés rencontrées par les DDH
 - Les thèmes annoncés lors de la 1ère Plénière ont été correctement traités
 - Partage des connaissances et des expériences
 - Elaboration de stratégies (concrètes) pour une action future
 - Meilleure compréhension des mécanismes internationaux de protection des DDH
 - Intégration des questions des LGBT dans le programme des droits humains
 - Réseaux créés pendant la conférence
 - Pluralité des questions et participation plurielle

2. Activités les plus utiles (dans l'ordre où elles sont citées)
 - Séances en petits groupes
 - Plénière
 - Formation dans le domaine de la sécurité
 - Comités
 - Activités sociales
 - Réunion avec Hina Jilani

Commentaires de participantes sur les travaux en groupes

- Evaluation concrète des stratégies utilisées par les participantes
- Echange d'informations et d'expériences
- Occasion d'interagir les unes avec les autres
- Propositions de stratégies (campagnes) dans le futur

Commentaires de participantes sur la plénière

- Meilleure compréhension des objectifs de la conférence
- Echange d'informations et d'expériences
- Renforcement des capacités
- Pas assez de temps pour les questions/ réponses

3. Les activités les moins utiles (dans l'ordre où elles sont citées)

- Les vidéos
- Les comités
- Les événements récréatifs
- Les ateliers régionaux
- Les plénières (pas d'interaction)

4. Les réussites logistiques (dans l'ordre où elles sont citées)

- Organisation des déplacements
- Accueil
- Traduction en plusieurs langues (évaluation faite par les participantes anglophones qui n'ont pas eu besoin de traduction simultanée)
- Assistance aux personnes

5. Les réclamations (dans l'ordre où elles sont citées)
 - Déficiences techniques de la traduction
 - Manque d'informations sur les vidéos et projection monolingue (notamment celle de l'hommage aux femmes défenseurs des droits humains)
 - Manque d'informations et de documentation avant la conférence :
 - Information sur les intervenantes en plénières/ateliers [les sites Internet de leurs organisations]
 - distribution à l'avance de documents sur le déroulement des ateliers
 - Programme très chargé (trop de sujets)
 - Fournir la liste des participantes avant la conférence
6. Actions de suivi prévues après la conférence
 - Diffusion de la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des Droits de l'Homme (traduction dans des langues autres que celles qui existent) et des mécanismes internationaux de protection (Directives de l'UE sur les défenseurs des droits humains)
 - Sensibilisation aux problèmes des femmes défenseurs des droits humains
 - Diffusion des résultats de la conférence (articles dans la presse locale)
 - Conférences régionales et nationales sur les femmes défenseurs des droits humains
 - Activités de formation et de renforcement des capacités des femmes défenseurs des droits humains notamment en matière de mécanismes internationaux de droits humains
 - Intégration de la question des femmes défenseurs des droits humains dans les futures activités de formation
 - Création de réseaux (pour les échanges d'informations, les actions urgentes et l'assistance urgente aux femmes défenseurs des droits humains)
7. Autres commentaires
 - Confection de dossiers et suivi des cas de femmes défenseurs des droits humains
 - Utilisation des mécanismes internationaux pour dénoncer les violences contre les LGBT et les défenseurs des droits sexuels et reproductifs
 - Mise sur pied d'un comité de suivi ou point focal pour les femmes défenseurs des droits humains
 - Création d'une Journée internationale de soutien aux femmes défenseurs des droits humains
 - Organisation de conférences régulières sur les femmes défenseurs des droits humains (tous les 3 ans)
 - Institution d'un prix des femmes défenseurs des droits humains
 - Intégration des préoccupations des LGBT : saluée par certaines et critiquée par d'autres au motif que cette question a pris trop de place
 - Représentation insuffisante de questions particulières et de situations telles que :
 - les régimes autoritaires et répressifs
 - les minorités
 - les femmes défenseurs des droits humains à la terre
 - spécificités de la région des Caraïbes/ Représentation insuffisante lors de la conférence

Par Anne-Laurence Lacroix et Mariana Duarte, OMCT

Annexe 2 : Revue de presse sur les femmes défenseurs des droits humains

Women activists world over face threats

by Zanita Careem

“Every day activists across the world suffer serious abuses in the course of their work as women human rights defenders. Many women have already paid with their lives for their courage and commitment to the defence of human rights,” says Sunila Abeyskera, Director of INFORM (Sri Lanka), and a member of the international coordinating committee behind the first-ever global gathering of women human rights defenders in Colombo this week.

“Women activists working in all parts of the world face particular risks in their political organizing. Our advocacy often results in gender-related abuses including rape, psychiatric incarceration, and restrictions on access to rights of expression and association. Yet these violations are frequently not recognized or validated. This meeting has challenged that invisibility and celebrated the efforts of women human rights defenders around the world.”

The conference closed today in Colombo, Sri Lanka after four days of historic coalition building between women’s rights and human rights activists. It brought together an international group of 200 women human rights defenders, including women who defend a range of human rights, and men who defend women’s human rights. Delegates shared experiences and developed a range of strategies to combat the violence, discrimination and other abuses they experience specifically because of their gender and because of their work in defence of human rights.

The meeting focused on four separate sources of abuses commonly experienced by women human rights defenders. These included state-based violence and issues of accountability and justice; the growing rise in fundamentalist movements seeking and gaining political power; the use of sexuality-based attacks to intimidate women and harm their bodies and reputations; and the need to address abuse perpetrated by communities and families.

Mary Jane Real from the Secretariat of the consultation’s coordinating committee comments: “Over the past four days women human rights defenders have shared a wide range of experiences, and worked to seek responses to the abuses we face. From policies and practices that

regulate women’s sexuality, to restrictions on our work because of misuse of counter-terrorism efforts, we have outlined the nature and depth of these violations as they apply to all of us. And we have identified and discussed campaigning strategies that are available to help us put an end to the abuse of women human rights defenders worldwide in the course of our activism.”

Irene Khan, Secretary General of Amnesty International and a speaker at today’s closing public event, says: “All of us — women and men — must demand the protection of those who defend women’s rights and women who defend all human rights, insist on justice when they are attacked, and fight for them to be given the recognition they are due.” The consultation has defined key priorities, as well as a range of action points: — It is vital that individual states are held accountable for abuses of women human rights defenders at the hands of all state and non-state actors within their jurisdiction. This includes both fundamentalist and paramilitary groups, as well as communities and individuals responsible for these violations.

All activists should call on governments worldwide to ensure the mandate of the UN Special Representative on Human Rights Defenders, a position currently held by Hina Jilani, is continued in order to maintain UN and governmental focus on women human rights defenders.

Conference participants commit to maintaining solidarity, enhancing coalition-building efforts and networking within and across regions, and to creating and strengthening regional and international standards for the protection of women human rights defenders worldwide.

Other speakers at the press conference included:

Charlotte Bunch, Center for Women’s Global Leadership, USA

Lydia Cacho, CIAM, Crisis Center for Women, Mexico.

Tider Kumichii, Ndichia, Global Education and Environment Development Foundation, Cameroon

Radhia Nasroui, Association for the Fight Against Torture in Tunisia, Tunisia,

Zenaida Soriano, Amihan, Philippines
Leyla Yunus, Institute for Peace and Democracy, Azerbaijan.

Women Human Rights Defenders

By Alys Francis

Activists, NGO's and human rights defenders gathered in Colombo last week, to join together for the International Consultation on Women Human Rights Defenders.

The week long event aimed to tear open the curtains and throw the spotlight not only on women's human rights, but the women who dedicate their lives to defending them.

With her back to the window, Hina Jilani's small rounded frame demands respect. Ms Jilani, UN Special Representative to the Secretary General on human rights defenders, spearheaded the consultation with a coalition of NGO's. As she spoke steadily about the issues women face and the action that needs to be taken, her passion for the cause can be heard in the rise and fall of her voice.

Ms Jilani hoped the consultation will give people a better understanding of the situation women human rights defenders face. And with roughly 48 percent of human rights defenders being women it is hardly a minority group.

So what exactly are the issues? Basically, Ms Jilani says, women human rights defenders are restricted by the social and cultural stereotypes that everyday women have to face. The expectations society

has that women should be subservient and dedicated to raising children and running the home do not gel with the image of a woman standing up for her rights at a protest and writing letters to government officials.

As Ms Jilani says, women are not expected to be in the public domain, they are not expected to be outside their homes and working independently like these women are. And because the work of a human rights defender involves publicly challenging stereotypes and government policy, their work can provoke a backlash from their community and they can fall victim to violence and redress in their working lives and even at home among their own families.

Fatima Burnad Nateson began defending human rights in India when she was 11 years old, to

help a child laborer who was being mistreated by her owner. Because of her work defending human rights, Ms Nateson has been threatened by police, politicians and religious fundamentalist groups. When she challenged the cultural practice "Mathamma" (where Dalit-caste girls who fall ill are cured by the goddess Mathamma and required to marry her once they reach puberty) and likened it to religious-sanctioned prostitution, she received threats.

The wall of social and cultural stereotypes blocking women human rights defender's from their work is not the only issue. An even more insidious problem is violence against women. Again, this is an issue every day women face, in fact some human rights defenders began defending human rights after experiencing violence

themselves. But for women human rights defenders the risk of violence is magnified by the public hands-on nature of their work that means they have to visit dangerous places and walk down the dark alleys most women can avoid.

Ms Jilani says one of the causes of violence against women is negative social trends and cultural practices. She says stopping violence against women is not a question of changing culture but dissociating the practices harmful to culture. She says politicians and elite member of society resist addressing the issue because they have an interest in using violence to control women based on the old patriarchal social structure.

Ms Jilani says violence against women needs to be recognized and legal and policy measures put in place to protect women. While Ms



Rally for the launch of the campaign at the Asian Women's Human Rights Forum, Bangkok, Thailand

Jilani diplomatically will not comment specifically on Sri Lanka during the consultation, she says developing countries generally have traditional systems and legal codes that are deficient in protecting women from violence.

Domestic violence is a prolific problem. Statistics from Oxfam say 60 percent of Sri Lankan women are subject to domestic violence and the Sri Lanka police saw 2,155 reported cases of domestic violence in 2003. The problem, Ms Jilani says, is some governments excuse domestic violence as a private matter where the State has no place intervening. "There are weak governments that do not want to shake the status quo," she says. While governments have seen reason to invade the private domain in the name of terrorism, claiming a 'duty to protect', they are unwilling to do so to protect women from violence. But Ms Jilani says the State does have a duty to intervene and protect the thousands of women who suffer extremely serious injuries at the hands of their own family.

While Ms Jilani is determined to effect change, the consultation is just one step of many needed, and while she is calling for immediate action she is realistic. "It takes time for societies to abolish negative social trends but the steps to creating tolerance are important".

Ms Jilani is unfazed by addressing ingrained negative cultural practices. She says if certain behavior is promoted as a crime it will very quickly change. "People won't kill if they know they will be punished," says Ms Jilani.

Currently however, in some places, the law allows people to get away with it. This is what the men and women gathering in the Taj Samudra Hotel are hoping to change.

The consultation is calling for four things:

- 1) Recognition of women human rights defenders
- 2) Resistance to State violence
- 3) Responsibility of non-State actors (such as militia groups)
- 4) Realization of human rights for all

As the assembled journalists listen to Ms Jilani speaking at the first press conference in the consultations schedule, it is clear the first step has been taken with the issues being brought into the light. It does not hurt that the consultation is running alongside Oxfam's 16 day 'WE CAN' campaign alliance to end violence against women. But what happens to women's human rights, and the individuals who fight for them, now depends on whether people take action and how far the ripples from Ms Jilani's stone spread.

Annexe 3 : Comité International de Coordination de la Campagne Internationale sur les Femmes Défenseurs des Droits Humains



Amnesty International (AI)

www.amnesty.org

AI est un mouvement mondial composé par bénévoles qui œuvrent pour la reconnaissance et le respect des droits de l'être humain. Sa seule préoccupation est de contribuer impartialement à la protection des droits humains. Amnesty International a la vision dans la quelle toute personne jouirait de l'ensemble des droits inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres normes internationales relatives aux droits humains. Le 5 mars 2004, AI a lancé la campagne "halte à la violence contre les femmes" se focalisant sur la violence à l'égard des femmes dans un contexte domestique et en situation de conflit. En association avec des groupes des femmes, elle cherche à montrer la discrimination comme une des causes de la violence à l'égard des femmes et à mener des actions au nom des individus pour mettre une halte à ces violations. A travers cette campagne, AI a développé des outils pour mettre en évidence divers cas de femmes défenseurs des droits humains.



APWLD

Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD)

www.apwld.org

APWLD est un réseau d'avocats, de travailleurs sociaux, d'académiciens, de femmes de groupes de base et d'autres activistes en provenance l'Asie de sud-est. Son objectif est promouvoir les droits humains des femmes inscrits dans les mécanismes internationaux des Nations Unies ainsi que l'empowerment des femmes de la région pour l'utilisation de la loi comme instrument de changement pour l'égalité, la justice et le développement. Avec 150 membres entre individus et organisations, APWLD opère à travers de groupes de travail dans le domaine des droits des femmes, la participation des femmes dans des processus électoraux, travail et migration, femmes et environnement et femmes indigènes et rurales. APWL a adopté récemment la campagne sur les femmes défenseurs des droits humains en se focalisant dans les inquiétudes de ses propres activistes et membres face aux menaces et violations qui doivent affronter en tant que femmes défenseurs des droits humains.



Asian Forum for Human Rights and Development (FORUM ASIA)

www.forum-asia.org

FORUM ASIA est une organisation régionale composée de 36 organisations implantées dans 14 pays du continent asiatique. Son objectif est d'aider à l'empowerment des personnes à travers la justice sociale, le développement humain durable, la démocratie participative, l'égalité de genre, la paix et la sécurité humaine à travers la collaboration et la coopération entre les organisations des droits humains de la région. Son programme de défenseurs de droits humains cherche à protéger les activistes des droits humains en soutenant leur travail et en les encourageant à l'utilisation des mécanismes nationaux et internationaux en accord aux normes relatives aux droits humains.



Center for Women's Global Leadership (CWGL)

www.cwgl.rutgers.edu

CWGL de l'Université de Rutgers vise à développer une compréhension dans la façon dont le genre affecte l'exercice du pouvoir et la conduction des politiques publiques internationales. L'objectif du Centre est de construire de liens internationaux entre les femmes dans un contexte de leadership local et développer stratégies coordonnées pour l'action, la promotion visible des femmes et des perspectives féministes dans la délibération publique et la prises de décision. Il cherche aussi élever la participation de femmes dans les processus et organes nationaux et internationaux. Le Centre dirige diverses activités que soutiennent le leadership des femmes et les visions transformistes relevantes dans les areas politiques. Avec le IGLHRC, ont lancé récemment le rapport "Written Out: How Sexuality is Used to Attack Women's Organizing".



Front Line

www.frontlinedefenders.org

Front Line est une fondation internationale pour la protection des défenseurs de droits humains qui défendent les droits inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Sa principale activité est de défendre les défenseurs à risque, que ce soit de façon temporaire ou permanent, du fait de leur action au service de leurs concitoyens. L'organisation vise à subvenir à certains besoins identifiés par les défenseurs eux-mêmes ce qui comprend la protection, le développement de réseau, la recherche, l'accès aux mécanismes thématiques et nationaux des Nations unies et d'autres organes régionaux. Tous les deux ans, Front Line organise la "Plateforme de Dublin des défenseurs des droits humains" dont le but est de donner une opportunité aux défenseurs du monde entier de se rencontrer, de parler de leurs expériences et de discuter de sujets pertinents. La troisième plateforme de Dublin a eu lieu du 13 au 15 octobre 2005 avec une focalisation particulière sur les femmes défenseurs des droits humains.

INFORM

Information Monitor (INFORM)

INFORM est une organisation sri lankaise focalisée spécialement dans la documentation, le développement de réseaux et le suivi et évaluation de projets. Elle est aussi un centre de documentation pour des étudiants, journalistes et toute autre personne intéressée par la situation des droits humains au Sri Lanka. INFORM est le hôte local de la Consultation Internationale sur les Femmes Défenseurs de Droits Humains.



International Gay and Lesbian Human Rights Commission (IGLHRC)

www.iglhrc.org

IGLHRC travail pour assurer la jouissance complète des droits humains pour tous les peuples et les communautés objets de discrimination et d'abusés sur la base de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre ou de l'expression de leur sexualité y compris le genre, et/ou leurs statut face au VIH. IGLHRC est une organisation non- gouvernementale basée aux Etats-Unis engagée dans des activités de défense, de documentation, de participation en coalitions, l'éducation au public et l'assistance technique. La Commission est co-auteur avec CWGL du rapport "Written Out: How Sexuality is Used to Attack Women's Organizing".



Service International pour les Droits de l'Homme (ISHR)

www.ishr.ch

ISHR est une association internationale qui promeut la protection effective des défenseurs de droits humains et cherche à aider dans l'empowerment des organisations de droits humains et d'individus dans l'accès et l'usage des mécanismes des droits humains au niveau national, régional et international. L'ISHR rédige des rapports analytiques sur les mécanismes des droits humains des Nations Unies, offre de cours de formation sur les procédures et normes internationales pour la protection de droits humains, et d'information pratique et soutien logistique pour l'encouragement des défenseurs des droits humains à prendre part active dans les procédures et les normes existantes des droits humains.



ISIS Women's International Cross-Cultural Exchange (ISIS-WICCE)

www.isis.or.ug

ISIS-WICCE est un centre d'action global orienté vers la promotion de la justice et les droits humains des femmes à travers la documentation de la réalité des femmes et le partage d'information et des idées à fin d'améliorer le statut de la femme et réduire l'inégalité de genre. Depuis sa relocalisation à Kampala, Uganda, ISIS-WICCE se focalise dans la formation dans la documentation, la construction de la paix et résolution de conflits et l'utilisation de l'information et les technologies de l'information pour le développement des réseaux, le lobbying et la plaidoirie. En tant que membre du comité qui planifie la présentation de la pièce théâtrale "Les monologues de la vagin" de Eve Ensler, l'organisation a été l'objet de harcèlement de la part des forces conservatrices en Uganda.



Cladem

COMITÉ DE AMÉRICA LATINA Y EL CARIBE PARA
LA DEFENSA DE LOS DERECHOS DE LA MUJER

Comité Latino-américain et des Caraïbes pour la défense des droits des femmes (CLADEM)

www.cladem.org

CLADEM est un réseau d'organisation des femmes et d'individus unis dans la défense effective des droits des femmes en Amérique Latine et les Caraïbes. L'organisation s'engage dans la promotion des droits des femmes à travers diverses activités comme l'élaboration des propositions législatives, la recherche, la capacitation, la communication et les actions de solidarité. Comme APWLD, c'est un réseau régional qui cherche l'empowerment des femmes dans l'utilisation de droit comme outil de changement.

Women living under muslim laws
النساء في ظل قوانين المسلمين
Femmes sous lois musulmanes

Femmes sous lois musulmanes (WLUML)

www.wluml.org

WLUML est un réseau international de solidarité qui fournit des informations, de l'aide et un espace collectif aux femmes dont la vie est modelée, conditionnée ou gouvernée par les lois et les coutumes présentées comme étant islamiques. Le réseau vise à renforcer les luttes individuelles et collectives des femmes pour l'égalité et leurs droits, surtout dans les contextes musulmans. WLUML vise aussi à renforcer les liens entre les femmes dans des pays musulmans et des communautés musulmanes et avec les groupes féministes et progressistes à travers le monde.



Organisation mondiale contre la torture (OMCT)

www.omct.org

L'OMCT est la plus grande coalition d'organisations non gouvernementales au monde luttant contre les détentions arbitraires, la torture, les exécutions sommaires et extrajudiciaires, les disparitions forcées et autres formes de violence. Son réseau global comprend près de 300 organisations locales, nationales et régionales qui partagent le but commun d'éradiquer de telles pratiques et de mettre en œuvre le respect des droits humains pour tous.

En réponse au grand nombre de cas de violence liée au genre, l'OMCT a lancé en 1996 le programme de violence contre les femmes dont le but est d'élever le niveau de conscience du problème parmi les membres du réseau SOS torture et les organismes de Nations Unies et d'agir en faveur des victimes de cette forme de violence.

*Reconnaissance des femmes défenseurs des droits de l'homme;
Résistance face aux violences étatiques
Responsabilité des acteurs non gouvernementaux
Réalisation effective de tous les droits de l'homme pour tous !*

Secrétariat du CIC-FDDH c/o Asia Pacific Forum on Women, Law and Development
Girls Guide Association Compound 189/3 Changklan Road, Amphur Muang Chiang Mai 50101, Thaïlande
Courrier électronique : whrd@apwld.org www.defendingwomen-defendingrights.org
Tél. : + 661 4864436, Fax : + 66 53 280847